STDF Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce

PROMOUVOIR DES SOLUTIONS POUR UN COMMERCE SÛR DANS LE MONDE ENTIER

Aider les exploitants agricoles, les transformateurs et les négociants des pays en développement à accéder aux marchés mondiaux

1 PAS DE PAUVRETÉ
2 FAIM «ZÉRO»
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le paysage actuel du commerce mondial se transforme. Parce que la concurrence est plus forte, des consommateurs partout dans le monde exigent des produits alimentaires plus sûrs. Sur tous les continents, le changement climatique aggrave le problème des organismes nuisibles et des maladies qui menacent la santé animale et la préservation des végétaux, ce qui met en danger la production agricole et l'environnement. Les gouvernements relèvent aussi la barre en matière de sécurité sanitaire pour les importations de produits alimentaires et de produits agricoles. Par ailleurs, les lacunes dans le domaine SPS dans de nombreux pays en développement bloquent les exportations. Pour les petits exploitants agricoles, producteurs et négociants, se conformer aux normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux ouvre la voie d'accès au marché mondial.

Depuis 2004, le STDF a offert des solutions pour un commerce sûr et inclusif dans des domaines SPS essentiels grâce à 85 projets, dont la plupart dans les pays les plus pauvres. En Afrique, dans la région Asie-Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, il a contribué à mettre sur pied des partenariats entre les secteurs public et privé, en reliant organismes gouvernementaux et petites entreprises. Il a promu les connaissances techniques les plus récentes et renforcé les compétences des personnes tout au long des chaînes de valeur agricoles. Et il a mobilisé plus de 25 millions de dollars EU pour donner de l'ampleur à des projets et stimuler le développement de modèles innovants.

Quand le commerce est bénéfique pour un plus grand nombre de personnes, il ne devient pas seulement un moteur pour l'économie, mais contribue aussi à augmenter les revenus dans les zones défavorisées, à promouvoir la sécurité alimentaire à l'échelle nationale, à protéger l'environnement, à améliorer la santé publique et à renforcer l'autonomie des femmes. Les 25 comptes rendus du présent ouvrage mettent en lumière des modèles de bonnes pratiques qui montrent comment les projets et les dons pour l'élaboration de projets fonctionnent concrètement dans les domaines de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux et dans des domaines SPS transversaux, avec des résultats notables. Grâce au soutien du STDF, les projets ont aidé des crevetticultrices au Bangladesh, des coopératives de producteurs de gingembre au Népal, des producteurs de choux au Sénégal et des travailleurs du secteur horticole en Ouganda à dynamiser leurs revenus et à soutenir leurs familles. D'autres projets ont aidé des agriculteurs à utiliser des pesticides à faible risque sur les cultures tropicales en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est et à accéder à de nouveaux marchés. Et il y a de nombreux autres exemples de résultats. Dans le monde entier, le partenariat du STDF continue de transformer les possibilités de commerce et de subsistance pour les populations, en maintenant l'impact sur le développement au cœur de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

AVANT-PROPOS

Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à accéder aux marchés internationaux grâce au renforcement des capacités dans le domaine sanitaire et phytosanitaire (SPS), à la promotion de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé animale et de la préservation des végétaux. Établi par la FAO, l'OIE, le Groupe de la Banque mondiale, l'OMS et l'OMC, le STDF œuvre à faciliter un commerce sûr et à contribuer à une croissance économique durable, à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Ren Wang
Sous-Directeur général

Les capacités des pays à gérer et réglementer d'une manière efficiente la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux sont essentielles pour optimiser la productivité agricole, assurer la sécurité alimentaire, faciliter un commerce efficace et sûr et soutenir le développement socioéconomique. Ces interconnexions sous-tendent l'engagement de la FAO à non seulement renforcer les capacités dans le domaine SPS, mais aussi à améliorer la collaboration entre donateurs et organismes techniques et à préconiser un investissement mondial accru dans la gestion SPS. C'est cette vision qui a incité la FAO et ses partenaires à créer le STDF en 2004. La FAO joue un rôle unique dans la gouvernance SPS mondiale, puisqu'elle héberge les secrétariats de la Commission du Codex Alimentarius et de la Convention internationale pour la protection des végétaux et qu'elle offre une assistance de grande ampleur en matière de renforcement des capacités concernant les aspects techniques et législatifs de la santé animale, de la préservation des végétaux et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Parce que cela fait partie intégrante de la sécurité du commerce international des produits alimentaires et des produits agricoles, la FAO est déterminée à continuer de promouvoir une collaboration solide par le biais du STDF.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
Protéger les animaux, préserver notre avenir

Matthew Stone
Directeur général adjoint

Le commerce des animaux et des produits d'origine animale, tant terrestres qu'aquatiques, ouvre la voie à la sécurité alimentaire et au développement économique pour de nombreux pays. Les normes de l'OIE sur la santé animale et les zoonoses contribuent à faciliter des échanges internationaux sûrs d'animaux et de produits d'origine animale, tout en évitant les obstacles non nécessaires au commerce. Les expériences tirées du processus PVS de l'OIE mettent en lumière les difficultés auxquelles de nombreux pays en développement sont encore confrontés pour se conformer aux normes de l'OIE. En sa qualité de partenaire fondateur du STDF, l'OIE reconnaît l'importance du Fonds dans l'amélioration de la collaboration en matière de renforcement des capacités SPS en vue de soutenir l'aptitude à gérer et combattre les maladies animales et les zoonoses dans les pays en développement, ce qui constitue un bien public mondial. Plusieurs membres de l'OIE ont bénéficié des dons du STDF sous diverses formes, de l'élaboration de l'outil PVS de l'OIE à la mise en œuvre d'une meilleure législation dans le domaine de la santé animale et d'un nouveau projet de certification vétérinaire électronique. L'OIE se réjouit de poursuivre sa collaboration avec ses partenaires du STDF, y compris à propos de son nouvel Observatoire destiné à aider ses membres à s'aligner sur les normes internationales.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Carlos Felipe Jaramillo
Directeur principal
Macroéconomie, commerce et investissement, Pratiques mondiales

Le Groupe de la Banque mondiale est très fier des résultats obtenus par le partenariat mondial qu'est le STDF. Depuis son établissement en 2004, avec un financement initial du Groupe de la Banque mondiale de 1,13 million de dollars EU, le STDF a travaillé à des solutions durables aux problèmes SPS dans les pays en développement. Le STDF s'inscrit de manière pertinente dans le large éventail d'instruments financiers et de solutions techniques dont dispose le Groupe de la Banque mondiale pour aider les pays à appliquer des connaissances et solutions innovantes afin de se conformer aux normes SPS internationales, dans le but d'améliorer la santé et de tirer de plus grands avantages du commerce. Du fait de l'accent qu'il met sur le renforcement des capacités dans le domaine SPS, le STDF vient compléter les travaux entrepris dans le Groupe de la Banque mondiale sur des thèmes divers tels que le développement de l'agriculture et du secteur privé, les agro-industries, la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la facilitation des échanges et une meilleure gestion des frontières, et l'élaboration de critères et le recueil de données pour des analyses solides. Le Groupe de la Banque mondiale se réjouit de poursuivre son rôle et son engagement actifs auprès du STDF dans le futur.

Organisation mondiale de la Santé

Svetlana Akselrod
Directrice générale adjointe

La sécurité sanitaire des produits alimentaires est un pilier important pour instaurer la sécurité alimentaire et parvenir à un niveau supérieur de bien-être humain, dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable. Dans notre effort collectif visant à faire progresser la sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'établissement de normes internationales et le renforcement des capacités nationales sont comme les deux roues d'un même chariot. Nous ne pouvons pas aller de l'avant avec les objectifs de sécurité sanitaire des produits alimentaires si les deux roues ne tournent pas harmonieusement, en parallèle. Les pays en développement n'accepteront d'adopter des normes plus strictes en matière de sécurité sanitaire que s'ils ont l'assurance que l'assistance technique sera disponible qui leur permettra de mettre en œuvre ces normes. Depuis plus de dix ans, le STDF sert de lien entre ceux qui établissent les normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et ceux qui les mettent en œuvre. L'OMS se réjouit de poursuivre son partenariat avec le STDF pour promouvoir le dialogue entre les acteurs clés, y compris les donateurs et les pays en développement, et pour inspirer des visions sur la meilleure manière de stimuler une collaboration multisectorielle et de déployer des synergies pour une meilleure santé publique.

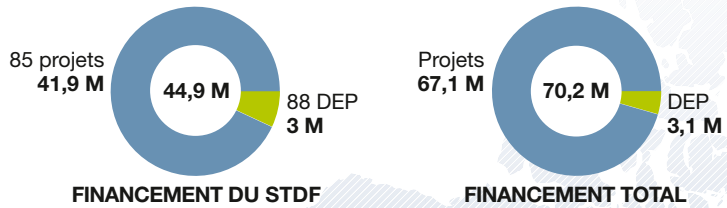
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Alan Wolff
Directeur général adjoint

Faire en sorte que les courants d'échanges soient aussi fluides, prévisibles et libres que possible est au cœur du travail de l'OMC. Le STDF contribue à réaliser cet objectif. À mesure que les droits de douane ont diminué, les mesures non tarifaires, y compris celles qui visent la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé animale et la préservation des végétaux, ont pris de plus en plus d'importance pour le commerce. En aidant à renforcer les capacités dans le domaine SPS dans les pays en développement pour faciliter un commerce sûr et en offrant une enceinte où toutes les organisations concernées peuvent se coordonner, le STDF joue un rôle unique dans le soutien au programme d'Aide pour le commerce de l'OMC. Il apporte aussi un soutien précieux à la facilitation des échanges, en aidant à réduire les coûts du commerce qui affectent le plus les petites et moyennes entreprises. Les Membres de l'OMC apprécient le rôle que joue le STDF dans la facilitation d'un commerce sûr et inclusif en provenance des pays en développement, comme l'ont récemment souligné 17 ministres du commerce à la Conférence ministérielle de Buenos Aires dans une déclaration conjointe sur les limites maximales pour les résidus de pesticides. L'OMC est fière d'héberger le Secrétariat du STDF.

SOLUTIONS POUR UN COMMERCE SÛR DANS LE MONDE ENTIER

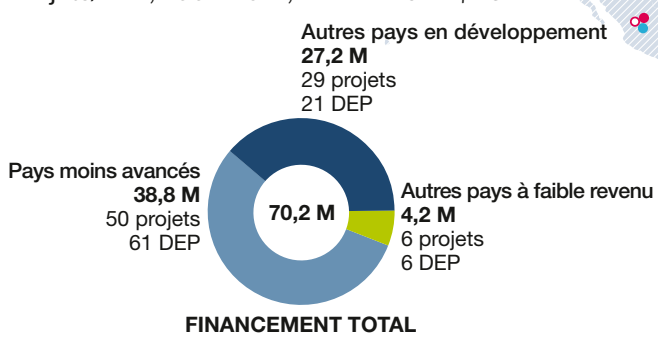
Le STDF renforce les capacités SPS dans les pays en développement
Projets/DEP, 2004-2017, en millions de $EU



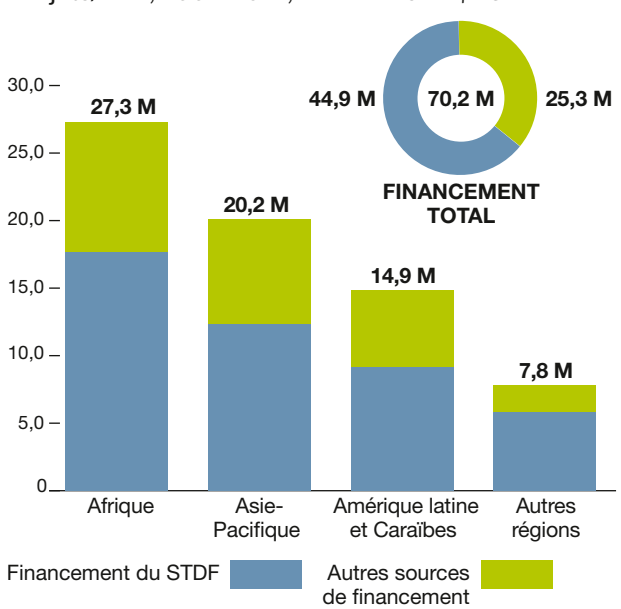
Les **dons pour la réalisation des projets** aident les pays en développement à répondre aux principales questions liées à l'innocuité des produits alimentaires, à la santé animale et/ou à la préservation des végétaux, afin qu'ils obtiennent et maintiennent un accès aux marchés.

Les **dons pour l'élaboration des projets (DEP)** aident les pays en développement à élaborer des projets techniquement solides et durables dans des domaines SPS clés.

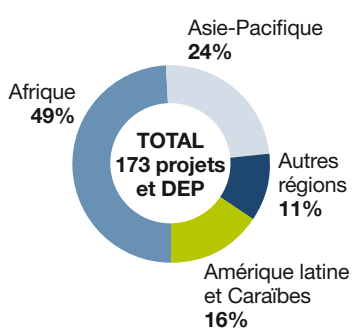
Soutien du STDF aux PMA
Projets/DEP, 2004-2017, en millions de $EU

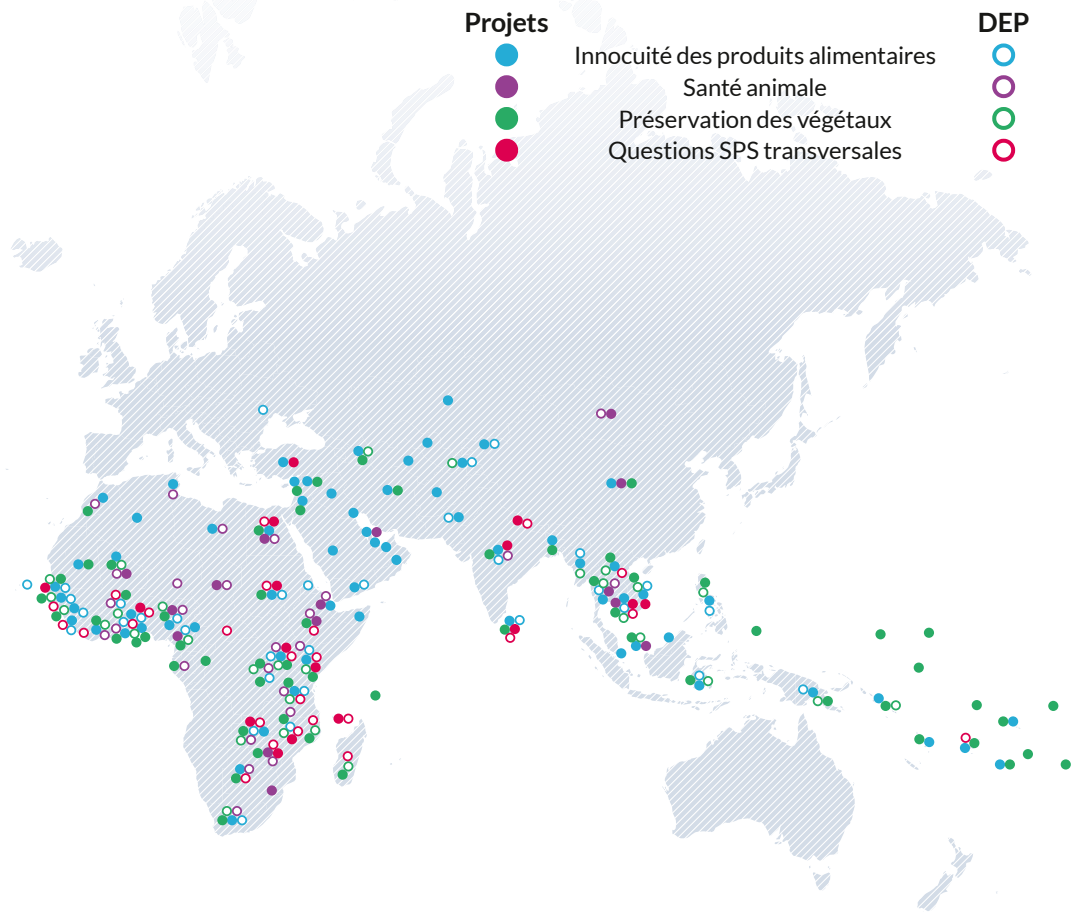


Rôle du STDF dans la mobilisation des ressources
Projets/DEP, 2004-2017, en millions de $EU



Présence régionale du STDF
Projets/DEP, 2004-2017, en millions de $EU





Les investissements du STDF soutiennent les agriculteurs, les transformateurs, les acteurs du commerce et les gouvernements
Projets/DEP, 2004-2017, en millions de $EU

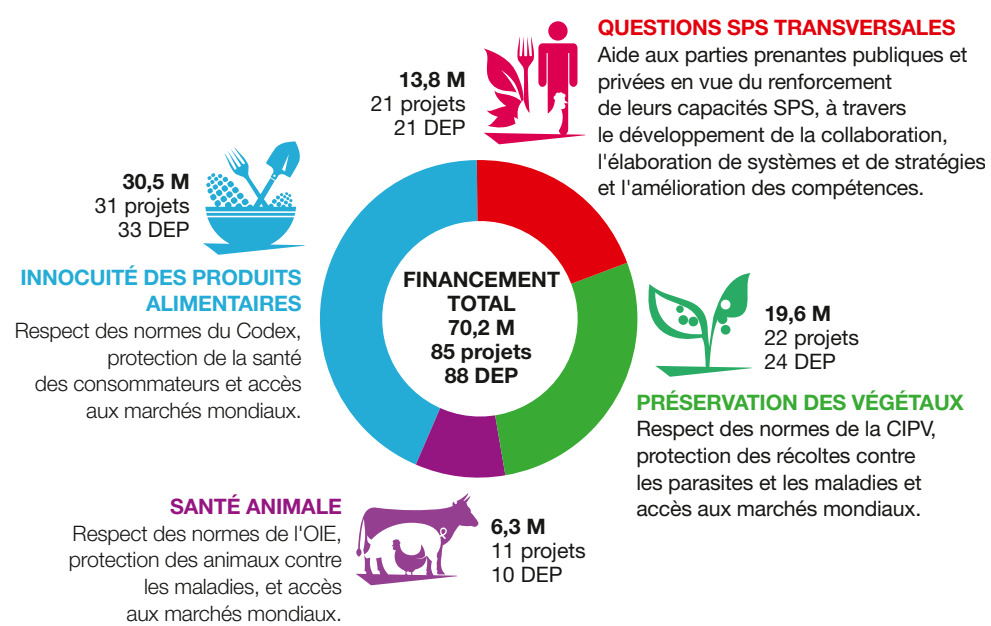


TABLE DES MATIÈRES

SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Coordonner les actions relatives à la lutte contre les aflatoxines au Malawi 10

Promouvoir la sécurité sanitaire des exportations de sésame et de karité du Nigéria 12

Renforcement des compétences en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour les petits crevetticulteurs du Bangladesh 14

Les exportations de cannelle de Sri Lanka obtiennent un avantage concurrentiel sur les marchés mondiaux 16

Améliorer la sécurité sanitaire des exportations de fruits et légumes en Thaïlande et au Viet Nam 18

Faire progresser les connaissances sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans le secteur du cacao en Asie du Sud-Est 20

Renforcer la confiance dans le commerce régional grâce à l'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale 22

Soutenir la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des produits alimentaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine 24

Aider l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est à respecter les normes en matière de pesticides pour l'exportation 26

PRÉSERVATION DES VÉGÉTAUX

Nouvelles perspectives pour des exportations sûres de produits horticoles en provenance du Rwanda 30

Les partenariats au Sénégal favorisent la production et les exportations régionales de choux d'un point de vue sanitaire 32

Des contrôles phytosanitaires plus stricts pour soutenir la croissance des exportations de fleurs de l'Ouganda 34

Le Centre d'excellence phytosanitaire protège l'agriculture et soutient le commerce en Afrique centrale et orientale 36

Lutte contre la mouche des fruits – promouvoir un commerce plus sûr en Afrique de l'Ouest 38

Solutions de gestion des connaissances sur la façon dont les emballages en bois sûrs soutiennent le commerce en Afrique 40

SANTÉ ANIMALE

Concevoir des solutions d'investissement pour promouvoir un commerce du bétail sûr en Tanzanie 44

Retracer la chaîne de valeur du bœuf pour promouvoir un commerce plus sûr en provenance du Costa Rica 46

Améliorer la législation vétérinaire en Amérique centrale pour ouvrir les marchés 48

Trouver des solutions de gestion des connaissances en matière de santé animale dans le monde entier: l'outil PVS de l'OIE 50

QUESTIONS SPS TRANSVERSALES

Coordonner les stratégies SPS régionales pour dynamiser le commerce en Afrique 54

Les partenariats favorisent les exportations de gingembre et les revenus ruraux au Népal 56

Des exportations plus sûres de fruits et de légumes garantissent les moyens de subsistance à Sri Lanka 58

Soutien des priorités en matière d'investissement dans le domaine SPS pour améliorer l'accès aux marchés au Belize 60

Respecter les normes pour stimuler les exportations de produits agricoles du Nicaragua 62

Renforcement des capacités et de la coopération dans le domaine SPS en Amérique latine et dans les Caraïbes 64

SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Aider les exploitants agricoles, les transformateurs, les négociants et les gouvernements à se conformer aux normes du Codex, à protéger la sécurité des consommateurs et à accéder aux marchés mondiaux

Bénéficiaire(s)
Secteurs public et privé du Malawi

Organisme(s) responsable(s)
Ministère de l'industrie et du commerce, en collaboration avec l'ICRISAT et Luz Diaz Rios

Calendrier
Février - août 2013

Financement du STDF
46 265 dollars EU

«Le MAPAC a fourni un plan national cohérent pour motiver un changement systémique dans la lutte contre les aflatoxines, plan qui va au-delà des efforts ponctuels, fragmentés et éparpillés déployés à ce jour. Une fois entièrement financé, le déploiement de ce plan pourrait avoir des répercussions sanitaires et économiques importantes et durables sur le terrain.»

Wezi Chunga-Sambo, PACA

COORDONNER LES ACTIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES AFLATOXINES AU MALAWI

Pour un commerce plus sûr

Les aflatoxines, qui sont des toxines naturelles produites par des champignons, contaminent de nombreuses denrées alimentaires essentielles en Afrique, y compris les arachides, le maïs, le manioc, le sorgho et le riz. Au Malawi, l'un des pays les plus pauvres du monde, la contamination par les aflatoxines constitue un problème majeur pour l'agriculture, le commerce et la santé. Les petits exploitants agricoles du Malawi étaient confrontés à des difficultés dans la lutte contre les aflatoxines dans la production agricole et depuis les années 1980, du fait des réglementations strictes appliquées sur les marchés d'exportation, les possibilités commerciales s'étaient refermées, ce qui a affecté l'économie. Les aflatoxines représentent en outre un problème de taille en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, puisqu'elles affectent la croissance des enfants et les taux de cancer du foie. Des organismes gouvernementaux, des acteurs du secteur privé, des donateurs et des partenaires de développement ont exprimé la nécessité de prendre des mesures.

Une approche partenariale

Le Programme pour le contrôle de l'aflatoxine au Malawi (MAPAC) a concrètement réuni les parties prenantes travaillant dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et du commerce, des organismes gouvernementaux au secteur privé en passant par les organisations d'agriculteurs, les chercheurs, les universitaires, les représentants de la société civile et les organisations de consommateurs. Il a permis d'élaborer un plan d'action stratégique coordonné pour lutter contre les aflatoxines, qui prenait appui sur les différents enseignements et expériences, et d'identifier les lacunes et priorités existantes. Cette approche collaborative a mis à profit les travaux visant à établir des priorités parmi les options en matière d'investissement dans le domaine SPS en utilisant le cadre P-IMA du STDF, ainsi que sur d'autres évaluations et études. Le processus a abouti à une vision largement partagée de la lutte contre les aflatoxines et à un accord sur les actions prioritaires, les rôles et responsabilités clés, un mécanisme de coordination, le financement disponible et les déficits d'investissement.

Résultat(s)

- Le MAPAC s'est traduit par une réponse stratégique coordonnée concernant la lutte contre les aflatoxines dans les domaines de l'agriculture, de la santé publique et du commerce et a contribué à accroître la sensibilisation, à combler les lacunes et à mobiliser des ressources.
- Le MAPAC a aidé à mettre en place le cadre institutionnel d'une action coordonnée concernant la lutte contre les aflatoxines, à créer et à financer un comité directeur du MAPAC ainsi qu'un groupe de travail technique de l'aflatoxine, et à créer un poste de coordinateur national du MAPAC au sein du Ministère de l'industrie et du commerce.
- Une fois le MAPAC en place, la Commission de l'Union africaine, par l'intermédiaire du Partenariat pour lutter contre l'aflatoxine en Afrique (PACA), a choisi le Malawi comme pays pilote pour les mesures d'atténuation de l'impact des aflatoxines.
- Le PACA et les partenaires de développement, y compris le Groupe de la Banque mondiale, ont alloué des ressources pour déployer les activités du MAPAC. Le gouvernement fait en sorte d'obtenir des ressources pour les besoins restants.
- Le PACA a mis en lumière l'importance du processus multipartite et transversal du MAPAC pour répondre au problème posé par les aflatoxines et encouragé l'adoption de cette approche dans d'autres pays de la région.

Des effets durables

- Depuis 2014, le PACA soutient le MAPAC, y compris par une analyse de l'incidence économique des aflatoxines au Malawi et il reste un cadre de planification et de financement utile.
- Le MAPAC a joué un rôle moteur dans l'élaboration et le déploiement d'une nouvelle stratégie de communication concernant les aflatoxines en 2016 et dans l'utilisation d'une nouvelle technologie pour vérifier la présence d'aflatoxines sans avoir besoin de compétences techniques. Le MAPAC a apporté des contributions à d'autres efforts visant à améliorer la politique de sécurité sanitaire des produits alimentaires au Malawi.
- Les expériences et enseignements tirés du MAPAC ont été présentés lors d'événements mondiaux, à des conférences ou lors de séminaires en ligne, par la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural et par le Groupe de la Banque mondiale.
- En 2017, le PACA a œuvré à obtenir un soutien pour une stratégie révisée de mobilisation des ressources du MAPAC.

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PPG-400

PROMOUVOIR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES EXPORTATIONS DE SÉSAME ET DE KARITÉ DU NIGÉRIA

Bénéficiaire(s)
Petits transformateurs de sésame et de graines de karité au Nigéria

Organisme(s) responsable(s)
NEPC avec l'ITC

Calendrier
Octobre 2010 - septembre 2013

Financement du STDF
364 240 dollars EU (coût total du projet: 545 040 dollars EU)

Pour un commerce plus sûr

Au Nigéria, les graines de sésame et de karité sont des produits agricoles qui ont un fort potentiel à l'exportation, le pays étant l'un des principaux producteurs mondiaux des deux produits. Mais en raison de grosses lacunes dans les systèmes de gestion de la sécurité et de la qualité, la présence d'aflatoxines due à de mauvaises conditions de stockage et d'impuretés ne permettait pas de répondre à la demande mondiale. Les produits ne pouvaient donc pas accéder aux marchés à forte valeur en Europe et aux États-Unis. Cela a sérieusement affecté les moyens de subsistance des communautés rurales dépendant le plus de ce secteur, surtout dans le cas des femmes qui jouent un rôle important dans la transformation des graines de karité en tant que membres des coopératives locales.

Une approche partenariale

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, le Conseil nigérian de promotion des exportations (NEPC) et l'ITC ont collaboré avec 14 partenaires du gouvernement et de l'industrie, notamment des agences locales et des associations professionnelles comme l'Association des producteurs de graines de sésame et l'Association des producteurs de graines de karité. Ensemble, les partenaires ont introduit de bonnes pratiques de production et de contrôle tout au long de la chaîne d'approvisionnement du sésame et du karité. Des activités de sensibilisation et d'information ont été organisées, avec la distribution de matériels publicitaires dans tout le pays et l'instauration d'un dialogue public-privé, soutenu par la création d'un site Web pour le projet. Une série d'ateliers de renforcement des capacités sur la sécurité et la qualité a permis de connecter les parties prenantes tout au long de la chaîne de production et d'approvisionnement et de développer les possibilités commerciales.

Résultats

- Huit sites ont été créés dans le pays avec des équipements modernes pour le nettoyage des graines de sésame et la transformation du beurre de karité. Un partenariat de partage des coûts entre le secteur privé, les coopératives et le NEPC gère les sites qui offrent des possibilités d'emploi et des revenus plus élevés, en particulier pour les femmes.
- Un programme de formation sur les bonnes pratiques de fabrication et l'analyse HACCP a été mis en place à l'intervention des agents de vulgarisation, des commerçants, des exportateurs et des agents chargés de l'application des normes, pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des produits. Plus de 1 000 femmes transformatrices ont été formées.
- Les manuels de sécurité et de qualité, les codes de bonne pratique et les normes nationales ont été actualisés, et un système de traçabilité a été établi pour les graines de sésame et de karité.
- Les risques liés à la contamination par les aflatoxines dans la chaîne d'approvisionnement du sésame et du karité ont été réduits, ce qui favorise les exportations vers les marchés internationaux, conformément à l'objectif du pays de devenir le leader mondial dans l'exportation de karité.

Des effets durables

- Suite au projet, la coopérative Ifedawapo Sheabutter à Saki (120 petits acheteurs et transformateurs) a obtenu la certification d'échantillons de produits par l'Agence nationale d'administration et de contrôle des aliments et des médicaments et par des laboratoires accrédités au niveau international.
- Dans les deux ans suivant la mise en place du projet, la coopérative a vendu 200 tonnes métriques à de grandes entreprises de cosmétique nigérianes et américaines, et a obtenu des commandes pour 500 tonnes métriques supplémentaires.
- Le développement de sites de transformation du beurre de karité a lieu dans l'ensemble du pays. Au moins quatre nouvelles installations de transformation ont commencé leurs activités, offrant de nouvelles possibilités aux femmes et aux jeunes.

«Le centre du karité à Saki a eu un impact sur la communauté – par exemple en aidant les femmes à s'organiser en coopératives ou en offrant des formations en compétences spécialisées – et a augmenté la capacité de 80% au cours des trois dernières années. L'amélioration générale de la qualité a ouvert les marchés des États-Unis, du Canada et de la Jordanie aux exportations de karité.»

Mobola Sagoe, Shea Origin Ltd. Nigéria

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-172

«Depuis que j'ai rejoint ce projet, je réalise des bénéfices chaque année. Je n'ai pas à attendre longtemps avant de vendre toutes mes crevettes sur le marché, parce qu'elles sont plus grosses et ont l'air plus saines. Aujourd'hui, je me sens fière quand quelqu'un vient me demander conseil.»

Chompa Debnath, crevetticultrice, Bangladesh

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-321

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES POUR LES PETITS CREVETTICULTEURS DU BANGLADESH

Pour un commerce plus sûr

Les communautés côtières du Bangladesh dépendent de la crevetticulture, qui est une source vitale d'emplois, de revenus et de sécurité alimentaire. Plus de 200 000 petits exploitants sont impliqués dans l'aquaculture des crevettes et les crevettes sont le deuxième des plus importants produits exportés par le Bangladesh après les textiles. Cependant, depuis quelques années, les crevettes et les produits à base de crevettes en provenance du Bangladesh sont parfois rejetés aux frontières internationales en raison de la détection de contaminants et de résidus. Les problèmes de base liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et à la contamination sanitaire au niveau des exploitations agricoles ont menacé les moyens de subsistance d'un très grand nombre d'agriculteurs et compromis les exportations de produits de l'aquaculture.

Une approche partenariale

La FAO et des partenaires locaux – le Département de la pêche, WorldFish et la Bangladesh Shrimp and Fish Foundation – ont réuni 1 000 petits crevetticulteurs et les ont encouragés à adopter de meilleures pratiques de gestion et de bonnes pratiques aquacoles. Les exploitants, dont un bon nombre de femmes, ont été répartis en 40 groupements, chacun constitué de 25 crevetticulteurs, avec une taille d'exploitation moyenne de 0,54 hectare. Cette organisation a permis de créer des économies d'échelle. En travaillant ensemble, les crevetticulteurs ont renforcé leur pouvoir de négociation et commencé à acheter les aliments pour crevettes directement aux fabricants, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des intermédiaires. Ils ont également développé des réseaux de soutien locaux offrant les connaissances, les compétences et le soutien nécessaires pour améliorer la sécurité sanitaire et la qualité de la production de crevettes et assurer un approvisionnement constant aux transformateurs.

Résultats

- Le revenu total des bassins de crevetticulture a augmenté de 70% en 2015 par rapport aux chiffres enregistrés en 2013. Les résultats des récoltes futures devraient afficher des gains encore plus importants.
- Le rendement des récoltes a augmenté de 60 à 70% grâce au transfert de connaissances. Celles-ci incluaient la manière d'ensemencer les bassins avec des semences de crevettes testées, la réduction de la fréquence des ensemencements et des récoltes des bassins et la manière d'augmenter la profondeur des bassins.
- Un système de traçabilité de base au niveau des exploitations a été mis sur pied en analysant la chaîne de valeur de la crevette.

Des effets durables

- En se fondant sur les résultats du projet, la FAO et le Ministère de la pêche et de l'élevage prévoient d'élargir sa portée pour toucher 20 000 petits crevetticulteurs. Cela permettra aux transformateurs de disposer d'un volume suffisant pour sélectionner les meilleures crevettes et aidera les groupements de crevetticulteurs à établir une ligne directe de produits pour l'exportation.
- Développer le projet contribuera en outre à améliorer le système de traçabilité existant, de sorte que les crevetticulteurs puissent garantir la sécurité sanitaire et la qualité de leurs produits. L'objectif est d'obtenir 10 millions de dollars EU pour renforcer la gestion par groupement et ainsi permettre à beaucoup plus de crevetticulteurs d'en tirer profit.

Bénéficiaire(s)
Petits crevetticulteurs du Bangladesh

Organisme(s) responsable(s)
La FAO, en collaboration avec le Département de la pêche, WorldFish et la Bangladesh Shrimp and Fish Foundation

Calendrier
Avril 2012 - juin 2016

Financement du STDF
637 000 dollars (coût total du projet: 823 800 dollars EU)

Bénéficiaire(s)
Filière de la cannelle à Sri Lanka, y compris les écorceurs et les transformateurs de cannelle

Organisme(s) responsable(s)
ONUDI, avec le Conseil des épices de Sri Lanka

Calendrier
Juillet 2012 - octobre 2016

Financement du STDF
705 600 dollars EU (coût total du projet: 2 205 600 dollars EU)

LES EXPORTATIONS DE CANNELLE DE SRI LANKA OBTIENNENT UN AVANTAGE CONCURRENTIEL SUR LES MARCHÉS MONDIAUX

Pour un commerce plus sûr

La cannelle de Ceylan figure parmi les exportations de Sri Lanka les plus demandées, le pays représentant quatre cinquièmes de la production mondiale. Dans le même temps, le secteur fait vivre 70 000 petits agriculteurs et emploie plus de 350 000 personnes. Cependant, ces dix dernières années, les exportations nationales de cannelle ont diminué sur les marchés de l'Europe et de l'Amérique du Nord, du fait de l'incapacité de répondre aux exigences des acheteurs mondiaux s'agissant des normes en matière de sécurité sanitaire et d'hygiène des produits alimentaires. En outre, le secteur a fait face à une grave pénurie de main-d'œuvre due à la migration et à la stigmatisation sociale de la profession d'écorceur.

Une approche partenariale

Depuis 2012, un solide partenariat public-privé réunissant le gouvernement sri-lankais, l'ONUDI et le Conseil des épices – l'organisme central représentant le secteur de la cannelle – a aidé à mobiliser une aide plus importante. Le partenariat a axé ses efforts sur le renforcement des capacités de production et de la compétitivité de la chaîne de valeur de la cannelle, et sur l'accroissement des exportations vers les marchés haut de gamme. Un programme de formation professionnelle sur les meilleures pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et d'hygiène a été déployé tout au long de la chaîne de valeur. L'infrastructure a été modernisée dans certains centres de production, ce qui a permis d'améliorer les conditions de travail dans le secteur. Cette amélioration a, à son tour, entraîné un changement des activités de transformation du secteur.

Résultats

- Un programme de formation professionnelle agréé au niveau national a été élaboré pour promouvoir la certification de sécurité sanitaire des aliments reconnue au niveau international. En conséquence, l'Académie de formation de la filière cannelle propose désormais un diplôme national de qualification professionnelle pour les employés des usines et des exploitations agricoles du secteur.
- La sensibilisation et la formation (en vue de l'obtention du diplôme national de qualification professionnelle) aux pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et d'hygiène ont bénéficié à plus de 1 000 personnes.

- Six centres de transformation de la cannelle ont été modernisés, ce qui leur a permis d'obtenir la certification «bonnes pratiques de fabrication» (BPF). Parmi ces centres figure la plantation Kahawatte, où la majorité des travailleurs sont des femmes.
- Davantage d'écorceurs et de transformateurs de cannelle (y compris des femmes) ont rejoint le secteur en raison de la formation professionnelle certifiée et des conditions de travail décentes. La sensibilisation auprès de la population a contribué à atténuer la stigmatisation sociale associée à la profession d'écorceur et à promouvoir les possibilités de carrière dans le secteur.
- La valorisation de la marque et le positionnement sur le marché ont contribué à stopper la diminution de la part de marché de la cannelle de Ceylan sur les marchés internationaux, ce qui a permis d'améliorer le niveau de vie des communautés dans l'ensemble du secteur.

Des effets durables

- Le projet a réalisé une analyse fondée sur les normes pertinentes en matière de sécurité sanitaire et de qualité pour améliorer la marque «Pure cannelle de Ceylan», soutenant ainsi Sri Lanka dans ses efforts visant à obtenir une indication géographique. La marque est sur le point d'être enregistrée sur les marchés haut de gamme, y compris l'UE, les États-Unis, la Colombie et le Pérou.
- Grâce au partenariat public-privé, le projet a permis d'élaborer une feuille de route pour que la chaîne de valeur de la cannelle de Ceylan atteigne l'objectif national de «faire de la cannelle une industrie pesant 1 milliard de dollars».
- Du fait d'une meilleure compétitivité mondiale, des entreprises comme Cinnamon Legends ont pu développer leurs activités et sont aujourd'hui les principaux exportateurs de la cannelle portant le label «Pure cannelle de Ceylan» dans le monde.

«Le projet a réellement amélioré les conditions de vie des familles impliquées dans la filière de la cannelle.»

Sarada De Silva, Académie de formation de la filière cannelle, Sri Lanka

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-343

Bénéficiaire(s)
Producteurs, exportateurs et détaillants de fruits et légumes en Thaïlande et au Viet Nam

Organisme(s) responsable(s)
Université de Michigan State (États-Unis), en partenariat avec celles de Kasetsart (Thaïlande) et Can Tho (Viet Nam)

Calendrier
Janvier 2011 - juin 2013

Financement du STDF
581 665 dollars EU (coût total du projet: 719 275 dollars EU)

«Le fait de faire partie du projet du STDF a été un grand événement pour ma société. Cela a été un tremplin pour obtenir la certification HACCP et ISO22000:2005. Cela nous a permis d'exporter des fruits et des légumes vers l'UE, le Japon et les États-Unis.»

Phan Quoc Manh Hung, ancien propriétaire, Hung Phat JSC, Viet Nam

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES EXPORTATIONS DE FRUITS ET LÉGUMES EN THAÏLANDE ET AU VIET NAM

Pour un commerce plus sûr

Faire en sorte que les fruits et légumes soient conformes aux normes internationales en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires: c'est ce qui manquait aux petits producteurs, transformateurs et négociants thaïlandais et vietnamiens pour accéder à des marchés à plus forte valeur ajoutée. Ces différents acteurs de la chaîne de valeur avaient du mal à appliquer les normes et les bonnes pratiques internationales à même de garantir la sécurité sanitaire et la qualité de leurs produits. Les agriculteurs subissaient des pertes après récolte et leurs produits étaient rejetés par les acheteurs potentiels. Les exportateurs ne pouvaient pas accéder aux marchés nationaux et internationaux à plus forte valeur ajoutée.

Une approche partenariale

Les universités de Michigan State (États-Unis), Kasetsart (Thaïlande) et Can Tho (Viet Nam) ont élaboré et géré des programmes d'enseignement et de formation sur mesure pour les chaînes de valeur des fruits et légumes frais et transformés. Fondés sur les normes internationales (Codex), les modules d'apprentissage axés sur les compétences ont utilisé l'approche structurée et graduelle du Programme «Marché mondiaux» de la GFSI. Suivant une approche inclusive et modulable, des ressources en ligne ont été mises à disposition dans les langues locales, afin d'encourager l'acquisition de connaissances et de compétences. Une formation présentielle était aussi proposée pour inclure des bénéficiaires dans des zones rurales où l'accès à Internet est limité. Des partenariats solides et durables ont été établis avec les pouvoirs publics et les grandes entreprises agroalimentaires, sur la base d'un partage des coûts qui a permis de toucher un public plus large.

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-326

Résultats

Une meilleure gestion des risques pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les chaînes d'approvisionnement a permis de réduire les rejets, d'augmenter les ventes et d'améliorer l'accès aux marchés nationaux et d'exportation. Quelques exemples:

- L'exportateur de fruits et légumes Hung Phat JSC (Viet Nam) a obtenu la certification ISO 22000:2005, ce qui lui a permis d'accéder aux marchés des États-Unis, du Japon et de l'UE.
- La coopérative de production d'oignons, constituée essentiellement d'agricultrices, du district de Vinh Chau (Viet Nam) a pu réduire de 50% les rejets et augmenter ses revenus grâce à une formation aux bonnes pratiques agricoles. Par ailleurs, les agricultrices participent désormais davantage au processus décisionnel.
- Le détaillant SIAM-MAKRO (Thaïlande) a augmenté ses achats auprès de petits producteurs et transformateurs.
- La coopérative de production de légumes Wang Nam Khiao (Thaïlande) a obtenu la certification Organic Thailand; elle a augmenté sa clientèle de 10% et ses ventes de 18%.

Des effets durables

- D'après une évaluation indépendante effectuée en 2015, «le projet a eu des effets significatifs et durables qui se sont traduits par l'amélioration de la gestion des risques en matière de sécurité alimentaire dans les chaînes de fruits et légumes». Tous les bénéficiaires rencontrés «ont signalé des effets positifs: amélioration de l'accès au marché, hausse des revenus et recul des rejets de produits».
- Les supports d'apprentissage issus du projet sont maintenant inclus dans des formations dispensées par les services publics de vulgarisation, le secteur privé et des universités locales. Ils sont donc utiles à davantage d'agriculteurs, de transformateurs et d'exportateurs.
- Il est envisagé de diffuser plus largement les modules de formation afin de toucher un plus large public en Thaïlande et au Viet Nam, ainsi que de promouvoir la mise en place d'une formation harmonisée sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans l'ASEAN.

Bénéficiaire(s)
Producteurs de cacao, négociants agricoles, transformateurs et négociants en Indonésie, en Malaisie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Organisme(s) responsable(s
CABI, avec l'Institut de recherche indonésien sur le café et le cacao, l'Office malaisien du cacao, l'Institut de recherche papouan-néo-guinéen sur le cacao et la noix de coco et l'OIC

Calendrier
Novembre 2013 - avril 2016

Financement du STDF
652 851 dollars EU (coût total du projet: 945 280 dollars EU)

FAIRE PROGRESSER LES CONNAISSANCES SUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE SECTEUR DU CACAO EN ASIE DU SUD-EST

Pour un commerce plus sûr

Le cacao est une source vitale de revenus pour des milliers de petits exploitants agricoles en Asie du Sud-Est, dont les moyens d'existence sont cependant menacés par une faible productivité et un déclin des exportations. Les consommateurs du monde entier ont exprimé des préoccupations concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires le long de la chaîne d'approvisionnement du cacao, des niveaux de résidus de pesticides à la contamination, ce qui a conduit à l'accroissement du nombre de lois et de réglementations. Des pays de la région – l'Indonésie, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée – ont rencontré de grandes difficultés pour respecter les normes en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et risquaient de perdre leur accès aux marchés haut de gamme de l'Europe, des États-Unis et du Japon.

Une approche partenariale

En Asie du Sud-Est, des partenariats publics et privés dynamiques ont été établis sous la direction du CABI, en collaboration avec des institutions nationales, dont l'Institut de recherche indonésien sur le café et le cacao, l'Office malaisien du cacao, l'Institut de recherche papouan-néo-guinéen sur le cacao et la noix de coco, ainsi que l'Organisation internationale du cacao (OIC) et CropLife Asia. Le projet a défini une stratégie régionale pour former des facilitateurs, y compris des dirigeants agricoles, des agents de vulgarisation, des négociants agricoles et des transformateurs, et pour promouvoir les bonnes pratiques sur l'exploitation et après les récoltes. Dans le même temps, des campagnes de sensibilisation faisaient appel à des outils audiovisuels et à des outils en ligne pour atteindre les groupes le long de la chaîne de valeur du cacao. Les activités étaient adaptées au contexte local, et des études d'impact évaluaient comment les formations faisaient progresser les connaissances et développaient les compétences en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Résultats

- Plus de 650 agents de vulgarisation, dirigeants agricoles, négociants agricoles, négociants et transformateurs ont reçu une formation et développé leurs connaissances en matière de bonnes pratiques agricoles, de lutte contre les parasites et les maladies, de pratiques post-récolte et de réglementations.

- Des facilitateurs experts en Malaisie et en Indonésie ont renforcé leurs compétences en matière de pratiques sûres dans le secteur du cacao pour former des formateurs, ce qui a aidé à diffuser plus largement des connaissances approfondies.
- Les producteurs de cacao ont indiqué que 90% des problèmes majeurs liés à la culture du cacao avaient diminué, et les dirigeants agricoles ont relevé que les rendements en cacao avaient été multipliés par quatre 18 mois après l'enquête initiale (Ranau, Malaisie).
- Plus de 90% des producteurs de cacao ont choisi d'enlever et d'enterrer les cabosses malades/atteintes de pourriture brune, et jusqu'à 100% des transformateurs de produits agricoles conditionnaient les fèves dans des sacs et les stockaient dans des entrepôts (Sulawesi, Indonésie).

Des effets durables

- Par voie de conséquence, les agriculteurs comprenaient mieux pourquoi l'utilisation de vêtements et d'équipements de protection était importante et comment utiliser sans danger les produits chimiques de marque pour lutter contre les parasites et les maladies.
- Les modules de formation ont été intégrés au cours avancé sur les technologies utilisées dans le secteur du cacao de l'Office malaisien du cacao afin d'accroître la productivité des agriculteurs et d'améliorer la qualité du cacao.
- Il existe des possibilités d'intensifier les activités à travers l'Indonésie, la Malaisie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée grâce aux écoles pratiques d'agriculture et de renforcer les capacités le long de la chaîne de valeur du cacao.

«Tout le matériel didactique est très utile pour les producteurs de cacao. Nous l'utiliserons pour produire des fèves de cacao de grande qualité et pour obtenir la certification UTZ. Aujourd'hui je comprends l'importance qu'il y a à porter un casque et un masque de protection quand on applique des produits chimiques.»

Eko Santoso, producteur de cacao, zone orientale de Java

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-381

«La formation a été utile pour mettre à jour les connaissances et de ce fait, elle va renforcer les compétences des inspecteurs, ce qui permettra d'empêcher la propagation de maladies transmises par les produits alimentaires et de garantir que les techniques appliquées satisfont aux prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires.»

Fanny Maradiaga, Université nationale d'agriculture, Honduras

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-344

RENFORCER LA CONFIANCE DANS LE COMMERCE RÉGIONAL GRÂCE À L'INSPECTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES EN AMÉRIQUE CENTRALE

Pour un commerce plus sûr

L'inspection des produits alimentaires accroît la sécurité sanitaire des produits frais ou transformés, ce qui stimule les échanges régionaux et internationaux, et protège la santé des consommateurs. En Amérique centrale et en République dominicaine, il fallait que les différents organismes d'inspection des produits alimentaires trouvent un moyen de collaborer étroitement afin de remédier aux éventuels chevauchements ou carences de l'inspection relative à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La solution consistait à mettre en place une école régionale d'inspection des produits alimentaires chargée de former des inspecteurs dans chaque pays, et à moderniser les techniques d'inspection des produits alimentaires, ce qui contribuerait à renforcer la confiance des partenaires commerciaux dans la région.

Une approche partenariale

Une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires novatrice a été créée dans le but d'harmoniser et d'améliorer les procédures d'inspection des produits alimentaires, donnant ainsi naissance à des partenariats internationaux solides menés par l'IICA. Un Conseil académique d'universités de chacun des huit pays a élaboré et mis en place les formations. Un groupe consultatif international s'est concentré sur le programme d'études et le matériel pédagogique. Il était composé de représentants de l'Argentine, du Costa Rica, de l'Europe, des États-Unis, de la FAO, de l'OIRSA, de l'OPS et d'autres organismes nationaux et internationaux chargés de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Des organismes de contrôle de la sécurité sanitaire des produits alimentaires des ministères de l'agriculture et de la santé ont constitué un groupe consultatif technique dans le but d'examiner et d'approuver le programme d'études et les méthodes de formation, en s'employant à répondre au mieux aux besoins des pays.

Résultats

- Parallèlement à l'école virtuelle d'inspection des produits alimentaires, un cours de formation virtuel en espagnol sur l'inspection des produits alimentaires a été mis au point. On peut y accéder librement sur la plate-forme d'apprentissage de l'IICA.
- Plus de 470 inspecteurs d'Amérique centrale et de République dominicaine ont été formés, ce qui a donné naissance à une équipe d'inspecteurs dotés de compétences et de connaissances pointues sur les techniques modernes d'inspection de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les petits et moyens producteurs ont également appris les bonnes pratiques agricoles fondées sur des inspections efficaces au stade de la production primaire.
- Un réseau régional d'universitaires spécialistes en inspection des produits alimentaires a été créé, et une formation sur le contrôle des produits alimentaires a été mise à la disposition des partenaires universitaires sur la plate-forme de l'IICA, en anglais et en espagnol.

Des effets durables

- La formation à l'inspection normalisée des produits alimentaires renforce la confiance de chaque pays dans l'application de normes régionales et harmonisées entre partenaires commerciaux, et contribue ainsi à faciliter l'accès aux marchés pour les produits alimentaires.
- Selon le rapport final de projet, l'harmonisation des procédures d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale facilitera la progression vers la création d'une union douanière et influera positivement sur la santé des consommateurs.
- Le Conseil académique et le groupe consultatif technique ont élaboré une proposition de durabilité visant à mettre en place davantage de formations sur l'inspection des produits alimentaires, au niveau tant régional que local.

Bénéficiaire(s)
Secteurs public et privé au Belize, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Panama et en République dominicaine,

Organisme(s) responsable(s)
IICA

Calendrier
Juillet 2012 - juin 2016

Financement du STDF
977 643 dollars EU (coût total du projet: 1 534 294 dollars EU)

Bénéficiaire(s)
Secteur des aliments pour animaux et responsables de la réglementation dans les pays en développement et les économies émergentes

Organisme(s) responsable(s)
IFIF et FAO

Calendrier
Juin 2005 - novembre 2006

Financement du STDF
150 000 dollars EU (coût total du projet: 220 000 dollars EU)

SOUTENIR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS POUR ANIMAUX ET DES PRODUITS ALIMENTAIRES EN AFRIQUE, EN ASIE ET EN AMÉRIQUE LATINE

Pour un commerce plus sûr

Pour les producteurs et le secteur de l'alimentation animale des pays en développement et des économies émergentes, se conformer à des normes toujours plus strictes en matière de sécurité sanitaire et de qualité pour les marchés d'exportation et les marchés nationaux est un défi énorme. Appliquer le Code d'usages du Codex pour une bonne alimentation animale est essentiel pour augmenter la sécurité sanitaire des produits alimentaires et stimuler le commerce d'aliments pour animaux et de produits d'origine animale. Cependant, les pays exportateurs et importateurs ont besoin de conditions plus stables. Les acteurs impliqués tout au long de la chaîne de production et de distribution, des administrateurs de manufactures d'aliments pour animaux aux inspecteurs, doivent avoir accès à des renseignements sur les bonnes pratiques de fabrication et les normes en matière de sécurité sanitaire des aliments pour animaux. La législation et les règlements doivent être mis à jour, et les décideurs et le secteur ont besoin des outils pour cette mise à jour, ce qui permettra ensuite de stimuler le commerce régional et international.

Une approche partenariale

La Fédération internationale des industries de l'alimentation animale (IFIF) et la FAO ont collaboré pour promouvoir la production et la distribution sans risques d'aliments pour animaux à l'échelle mondiale, réunissant le secteur des aliments pour animaux, les éleveurs et les organismes gouvernementaux, notamment en Afrique et en Amérique latine. Un nouveau «Manuel de bonnes pratiques pour l'industrie de l'alimentation animale» a été élaboré, qui énonce des lignes directrices pratiques pour les producteurs et le secteur afin de les aider à se conformer au code d'usages du Codex et soutenir des normes plus strictes en matière de sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des produits alimentaires. L'IFIF et la FAO ont aussi organisé des ateliers ciblés et des formations pratiques destinés aux agents, producteurs et acteurs de l'industrie des aliments pour animaux dans 15 pays répartis dans le monde entier.

Résultats

- Le «Manuel de bonnes pratiques pour l'industrie de l'alimentation animale» (disponible en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol et en français) a soutenu l'élaboration de nouveaux règlements et normes en matière de sécurité sanitaire des aliments pour animaux en Argentine, au Costa Rica, en Éthiopie, en Ouganda, au Suriname et dans de nombreux autres pays.

- L'IFIF et la FAO ont utilisé le Manuel dans des projets et des ateliers de renforcement des capacités en Afrique, en Asie et en Amérique latine, pour aider les responsables de la réglementation et les acteurs du secteur à améliorer la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des produits alimentaires.
- L'Association latino-américaine de l'industrie de l'alimentation animale (FeedLatina) et l'Association des fabricants d'aliments pour animaux d'Afrique australe ont été créées. Ces deux organismes contribuent à l'harmonisation des lois et règlements dans leur région respective, tout en dynamisant le commerce et en créant des industries régionales autoréglementées.
- Le projet a motivé la création du partenariat multipartite pour la sécurité des aliments pour animaux dirigé par la FAO, qui vise à soutenir le renforcement des capacités, ainsi que la plate-forme mondiale sur la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, qui a pour but le partage de renseignements et de connaissances à l'échelle mondiale.

Des effets durables

Grâce au soutien du projet, la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des produits alimentaires continue de s'améliorer dans le monde entier:

- Les responsables de la réglementation et les acteurs de l'industrie des aliments pour animaux dans les pays en développement continuent d'utiliser le Manuel comme référence pour actualiser et comparer leurs lois et règlements. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, les gouvernements et les entreprises ont procédé à des changements pour se conformer au Code d'usages du Codex pour une bonne alimentation animale. Le Manuel est la troisième publication la plus téléchargée sur le site Web de la FAO depuis 2016.
- Le Manuel est utilisé pour former des fonctionnaires et des représentants du secteur et pour sensibiliser à la fois les décideurs et les producteurs. Il est aussi utilisé comme outil pédagogique dans les universités et les réactions des étudiants à son propos sont positives.

«Le Manuel a une incidence très positive sur le secteur car il fait se rapprocher les producteurs d'aliments pour animaux et les organismes de réglementation. La coopération est aujourd'hui très étroite entre les responsables de la réglementation et les acteurs du secteur.»

Association nationale nigériane des fabricants d'aliments pour animaux

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-056

PROJET RELATIF AUX LMR EN AFRIQUE

Organisme(s) responsable(s)
UA-BIRA, FAO, Rutgers University et USDA

Calendrier
2013 - 2017

Financement du STDF
446 150 dollars EU (coût total du projet: 1 064 450 dollars EU)

PROJET RELATIF AUX LMR EN AMÉRIQUE LATINE

Organisme(s) responsable(s)
IICA, FAO, Rutgers University et USDA

Calendrier
2013 - 2016

Financement du STDF
374 166 dollars EU (coût total du projet: 1 195 416 dollars EU)

PROJET RELATIF AUX LMR EN ASIE DU SUD-EST

Organisme(s) responsable(s)
Secrétariat de l'ASEAN, FAO, Rutgers University et USDA

Calendrier
2012 - 2016

Financement du STDF
637 000 dollars EU (coût total du projet: 1 242 000 dollars EU)

«Les essais en champ effectués dans le cadre du projet ont identifié de nouvelles et de meilleures options pour lutter contre les parasites affectant la production de mangues en Afrique. Les données de ces essais vont contribuer à définir une nouvelle LMR et les cultivateurs de mangues africains verront les pertes de production diminuer et les marchés internationaux s'ouvrir.»

Paul OseiFosu, Autorité des normes du Ghana

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-337; standardsfacility.org/PG-359 et standardsfacility.org/PG-436

AIDER L'AFRIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET L'ASIE DU SUD-EST À RESPECTER LES NORMES EN MATIÈRE DE PESTICIDES POUR L'EXPORTATION

Pour un commerce plus sûr

Lorsque les producteurs et les négociants des pays en développement ne peuvent pas respecter les normes en matière de résidus de pesticides, leurs exportations de fruits et de légumes sont rejetées. Cela tient à ce qu'il existe peu de LMR pour les cultures tropicales ou à ce que les LMR sont différentes des normes du Codex ou ne sont pas les mêmes selon les partenaires commerciaux. On relève souvent de grandes différences dans les données sur les résidus dans les pays en développement en raison des connaissances limitées et des coûts élevés de la production des données et de l'enregistrement des nouveaux pesticides. Cela décourage également l'investissement du secteur privé. Par conséquent, les agriculteurs utilisent des pesticides plus anciens et moins respectueux de l'environnement, qui sont moins efficaces pour lutter contre les parasites et les maladies et sont plus susceptibles de bloquer le commerce.

Une approche partenariale

En Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, les autorités gouvernementales, les producteurs multinationaux de pesticides, les associations professionnelles, les agriculteurs et les partenaires internationaux réalisent des études coordonnées et complémentaires sur les résidus de pesticides. Cette approche collaborative a produit des données visant à faciliter l'enregistrement de nouveaux pesticides améliorés à faible risque pour les agriculteurs. Grâce à ces nouveaux outils de protection des cultures, les agriculteurs peuvent lutter plus efficacement contre les parasites et les maladies tout en respectant les normes internationales de sécurité sanitaire des produits alimentaires et en facilitant un commerce sûr. En outre, cette approche procure des avantages supplémentaires, s'agissant de la productivité agricole et de l'amélioration de la salubrité de l'environnement et de la sécurité des consommateurs.

Résultats

- Grâce à des formations réalisées sur le terrain et en laboratoire, plus de 160 scientifiques et fonctionnaires ont développé de nouvelles compétences pour produire, examiner et interpréter les données relatives aux résidus de pesticides. Cela s'est traduit par une participation plus active aux réunions du Codex, ce qui a permis une meilleure prise en compte des besoins des pays en développement.
- Des partenaires de projets ont réalisé dix nouvelles études sur les résidus de pesticides. Les données des études ont permis d'établir de nouvelles LMR pour certaines cultures mineures, comme le pitaya, la mangue ou la papaye. L'objectif final des projets était de disposer de données pour définir au moins dix nouvelles LMR du Codex.
- La collaboration entre les autorités publiques et le secteur privé a permis de combler des lacunes dans les données et d'améliorer les résultats. La mise en commun des données a contribué à dégager des ensembles de données plus solides qui reflètent la diversité géographique et climatique, et à réaliser des économies de coûts de plus de 90%.
- Les fonctionnaires ont acquis le savoir-faire pour élaborer des cadres réglementaires visant les pesticides qui répondent aux objectifs de santé publique et de protection de l'environnement. Le secteur privé a enregistré de nouveaux pesticides à faible risque dans 18 pays, élargissant l'accès à des produits respectueux de l'environnement, parallèlement aux nouvelles normes du Codex qui entreront en vigueur en 2018-2019.

Des effets durables

- En 2015, des partenaires de projets ont créé la fondation Global Minor Use, soutenue par le Département de l'agriculture des États-Unis et le secteur privé. La fondation s'appuie sur les résultats obtenus par les projets et a mobilisé plus de 550 000 dollars EU pour augmenter les types de pesticides à faible risque pour les fruits et légumes tropicaux.
- Un modèle durable pour les projets conjoints relatifs aux résidus de pesticides a été lancé dans plus de 13 pays en développement, avec le concours des gouvernements, qui financent la recherche; du secteur privé, qui offre un soutien technique et un financement; et de la fondation, qui soutient le renforcement des capacités.
- Le rôle de catalyseur des projets dans la collaboration générale entre secteurs public et privé a été reconnu dans une déclaration de haut niveau signée par 17 gouvernements à la 11ème Conférence ministérielle de l'OMC en 2017.

PRÉSERVATION DES VÉGÉTAUX

Aider les exploitants agricoles, les transformateurs, les négociants et les gouvernements à se conformer aux normes de la CIPV, à protéger les cultures contre les parasites et maladies et à accéder aux marchés mondiaux.

Bénéficiaire(s)
Secteur de l'horticulture du Rwanda

Organisme(s) responsable(s)
MSU et partenaires, Office de normalisation, Office de développement de l'horticulture, Ministère de l'agriculture et des ressources animales et le Groupe de la Banque mondiale

Calendrier
Mai 2007 - mai 2009

Financement du STDF
589 845 dollars EU (coût total du projet: 642 545 dollars EU)

«Un programme sur mesure de renforcement des capacités a consolidé le cadre phytosanitaire institutionnel. Cela s'est traduit par une amélioration de la certification des exportations et par une meilleure utilisation et un meilleur contrôle des produits agrochimiques, ce qui nous a permis de rendre plus sûres les exportations de produits horticoles. Nous avons ainsi assisté à une diminution progressive du nombre de rapports signalant une non-conformité avec les prescriptions de l'UE.»

Vianney Kabera, Association rwandaise des exportateurs de produits horticoles

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-145

NOUVELLES PERSPECTIVES POUR DES EXPORTATIONS SÛRES DE PRODUITS HORTICOLES EN PROVENANCE DU RWANDA

Pour un commerce plus sûr

Le secteur horticole rwandais s'est développé grâce à un climat et à une offre de main-d'œuvre favorables dans le pays. Cependant, les producteurs et les négociants de ce secteur ont fait face à de nombreux obstacles pour accéder aux marchés régionaux et internationaux. Il y avait un manque de confiance nationale et internationale dans le fait que les fruits, les légumes et les fleurs en provenance du Rwanda étaient exempts de parasites et de maladies, sans danger pour la santé humaine et sûrs pour l'environnement. En l'absence d'un système national d'inspection et de certification, il n'était pas possible de se conformer aux normes phytosanitaires internationales pour stimuler les exportations.

Une approche partenariale

L'initiative visant à mettre en place un système de gestion SPS solide dans le pays a été menée par l'Office de normalisation et l'Office de développement de l'horticulture au sein du Ministère de l'agriculture et des ressources animales. Le projet a été lancé par l'Université d'État du Michigan (MSU) avec le soutien du Groupe de la Banque mondiale. La prise de décisions conjointes et la coordination entre les autorités publiques, les organismes et les parties prenantes du secteur ont contribué à rationaliser les politiques intergouvernementales relatives aux exportations de produits horticoles. Un partenariat nouveau entre les secteurs public et privé s'est concrétisé par des activités phytosanitaires nationales telles que la rédaction de lois, l'élaboration d'un plan d'action SPS pour le secteur horticole et la préparation de nouveaux modules de formation pour renforcer le savoir-faire.

Résultats

- Grâce au projet, le Rwanda a signé la CIPV, devenant ainsi un élément important de la communauté phytosanitaire internationale.
- Une organisation nationale de protection des végétaux (ONPV) a été mise en place pour la gestion et la mise en œuvre d'un système de certification phytosanitaire visant à soutenir les exportations sûres de végétaux et de produits végétaux.
- Une loi sur la protection des végétaux et sur les produits agrochimiques a été élaborée pour lutter efficacement contre les parasites et mettre en place une structure phytosanitaire nationale durable.
- Un plan d'action SPS relatif au secteur horticole et développé dans le cadre du projet est actuellement exploité par le Comité national de développement des exportations agricoles dans le but de mener des activités horticoles.
- Le projet a permis de sensibiliser l'opinion publique et d'accroître la base des connaissances dans le secteur. La formation de fonctionnaires, de techniciens et d'opérateurs privés a été axée sur les questions SPS concernant l'horticulture, les bonnes pratiques agricoles, la lutte antiparasitaire intégrée et la surveillance.

Des effets durables

- Les autorités horticoles et phytosanitaires du Rwanda continuent à exploiter les structures institutionnelles et les plans d'actions SPS nationaux qui ont été développés dans le cadre du projet.
- Suite à ce projet, d'autres projets d'assistance technique, notamment ceux menés par l'Agence belge de développement et par le Groupe de la Banque mondiale, ont permis de poursuivre les travaux pour améliorer la préservation des végétaux et la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans le secteur horticole.
- Dans le prolongement du projet, une nouvelle législation sur la préservation des végétaux a été adoptée par le parlement en 2016 pour renforcer les stratégies et les mesures visant à lutter contre les parasites et les maladies des végétaux. Cela inclut notamment la délivrance de certificats phytosanitaires et la réalisation d'inspections par l'autorité compétente.

Bénéficiaire(s)
Agriculteurs et autres intervenants de la chaîne de valeur du chou au Sénégal

Organisme(s) responsable(s)
AUMN

Calendrier
Février 2012 - juillet 2014

Financement du STDF
577 142 dollars EU (coût total du projet: 636 175 dollars EU)

LES PARTENARIATS AU SÉNÉGAL FAVORISENT LA PRODUCTION ET LES EXPORTATIONS RÉGIONALES DE CHOUX D'UN POINT DE VUE SANITAIRE

Pour un commerce plus sûr

La filière du chou est l'une des plus importantes de l'agriculture sénégalaise et le Sénégal est l'un des principaux fournisseurs de chou de la région. Pourtant, la filière du pays n'était pas bien organisée, et elle souffrait du manque de connaissances et de compétences sur la manière de se conformer aux normes SPS. Les lacunes en matière d'information ont causé des attaques de parasites et une utilisation excessive ou mauvaise des pesticides, ce qui a entraîné des rejets à la frontière en raison de résidus toxiques qui n'étaient pas conformes aux prescriptions des marchés d'exportation. En même temps, il était urgent de réduire la pauvreté et de stimuler le développement rural dans les zones de production du chou. Pour accroître la productivité dans la filière du chou et favoriser un meilleur accès aux marchés régionaux, il fallait trouver des solutions pour combler les lacunes en termes de sécurité sanitaire et de qualité tout le long de la chaîne de valeur.

Une approche partenariale

La collaboration et le dialogue entre les acteurs des secteurs public et privé dans la filière du chou ont été fondamentaux pour la réussite du projet mené par l'Association des Unions maraîchères des Niayes (AUMN). Les petits cultivateurs, les négociants et les organismes gouvernementaux ont travaillé conjointement avec l'association professionnelle en question pour relancer la production de chou et développer le secteur. Un projet de stratégie nationale a été élaboré et a défini une stratégie pour la coopération entre les parties prenantes, contribuant à promouvoir le développement des chaînes de valeur et à reproduire l'approche du projet à plus long terme. Le projet a permis d'approvisionner des cultivateurs en intrants de qualité (semences, engrais, pesticides), d'offrir une formation et un appui techniques aux producteurs en ce qui concerne les bonnes pratiques agricoles et d'organiser des campagnes de commercialisation ciblées sur la sécurité sanitaire et la qualité de la production.

Résultats

- Productivité des agriculteurs accrue – de 15 à 30 tonnes par hectare; qualité améliorée – les résidus de pesticides ont diminué, ce qui a rassuré les consommateurs quant au caractère non toxique des produits, et est bénéfique pour la santé publique et pour l'environnement; prix plus compétitifs – les coûts de transformation ont baissé de 42%.

- Introduction de nouvelles variétés de chou adaptées aux saisons; recours à des techniques de production novatrices; et suivi des principaux parasites. Une fiche de traçabilité permettant de collecter des informations en temps réel sur les coûts de production de chou de qualité est désormais utilisée par les producteurs.
- Amélioration du transport, de l'emballage et de la conservation tout le long de la chaîne de valeur. L'utilisation de cageots pour transporter les produits et de chambres froides pour stocker le chou ont contribué à préserver sa qualité. Les producteurs pouvaient également opter pour des sacs de 2, 10 ou 15kg appréciés par les consommateurs finaux.
- Les producteurs ont gagné de nouvelles parts de marché dans la région, en particulier en Mauritanie, au Mali, en Gambie et en Guinée-Bissau. Les exportations sont passées de 1 900 tonnes en 2008 à 6 000 tonnes en 2014.

Des effets durables

- Grâce à l'amélioration des conditions phytosanitaires, le projet a permis d'obtenir des choux de meilleure qualité, et il sert d'exemple pour d'autres producteurs de chou dans la zone et dans l'ensemble de la région.
- Un réseau interprofessionnel pour le chou a été lancé dans le cadre du projet, qui continue à renforcer le dialogue entre les cultivateurs et les vendeurs.
- Le projet a entraîné une augmentation des achats et des commandes ainsi qu'une meilleure prévisibilité pour les négociants, y compris une demande adaptée aux besoins des consommateurs, notamment des demandes concernant différentes tailles de choux.
- Grâce au projet, l'AUMN est devenue un partenaire clé pour les autorités SPS nationales en ce qui concerne les questions de développement du secteur horticole dans son ensemble.
- De meilleures infrastructures, y compris de meilleures routes pour acheminer de manière sûre le chou et les intrants jusqu'aux cultivateurs, ont été mises en place dans le cadre du projet et favorisent le développement rural dans la zone.

«La réussite du projet a été due à une véritable collaboration entre le secteur privé et les établissements publics. Nous avons uni nos efforts à l'appui d'un objectif commun – aider les petits producteurs à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire du chou, ce qui a accru leur accès aux marchés d'exportation régionaux».

Mamadou Ndiaye, AUMN

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-302

Bénéficiaire(s)
Producteurs de fleurs en Ouganda

Organisme(s) responsable(s)
CABI, Département ougandais de la protection des cultures (DCP) et UFEA

Calendrier
Octobre 2012 - mai 2015

Financement du STDF
383 495 dollars EU (coût total du projet: 427 017 dollars EU)

«L'usage d'agents biologiques améliore la santé et la sécurité sanitaire des femmes qui travaillent sous serre, en réduisant l'exposition aux pesticides et à leurs risques sanitaires. Sur les 8 500 personnes travaillant directement dans le secteur de la floriculture, 80% sont des femmes qui ont un revenu pour leur ménage.»

Esther Nekambi, UFEA

DES CONTRÔLES PHYTOSANITAIRES PLUS STRICTS POUR SOUTENIR LA CROISSANCE DES EXPORTATIONS DE FLEURS DE L'OUGANDA

Pour un commerce plus sûr

Les producteurs de fleurs ougandais ont subi des pertes considérables en raison des interceptions croissantes de leurs exportations de fleurs coupées vers l'UE. Les coûts ont augmenté du fait du nombre plus important des inspections et du traitement et du rejet accrus des expéditions. Cela a entraîné une baisse des investissements dans le secteur, qui a eu des répercussions sur les courants commerciaux et la croissance économique. En cause: les ravageurs. La solution: acquérir les bons outils et les bonnes connaissances sur les mesures phytosanitaires appliquées, pour assurer la sécurité sanitaire de la chaîne d'approvisionnement en fleurs, ce qui permettrait de sauvegarder les moyens de subsistance des 6 000 personnes travaillant dans le secteur de la floriculture, dont 80% sont des femmes, et de leurs familles.

Une approche partenariale

Les producteurs et exportateurs de fleurs ougandais et le Département ougandais de la protection des cultures (DCP) se sont alliés pour renforcer les capacités afin de se conformer aux normes phytosanitaires internationales et aux prescriptions de l'UE. Un partenariat public-privé solide entre le DCP et l'UFEA a été créé sur la base du dialogue et d'une planification conjointe. Des efforts ont été faits pour sensibiliser les décideurs nationaux et obtenir leur adhésion. Grâce aux compétences techniques du CABI et d'autres partenaires, des formations pratiques et des voyages d'étude ont été organisés pour les secteurs public et privé. Des équipes gouvernementales ont été déployées pour améliorer l'efficacité des processus d'inspection et de certification aux points de sortie; de plus, un modèle informatique pour la certification des exportations et des matériels de référence accessibles ont été élaborés.

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-335

Résultats

- Le nombre d'interceptions des exportations de roses en raison de parasites est passé de 34 en 2013 à 18 en 2014, puis à moins de 5 en 2015 et a continué de baisser en 2016. Les moyens de subsistance de la majorité des travailleuses dépendantes du secteur de la floriculture bénéficient de la poursuite des exportations vers l'Europe.
- Plus de 100 dépisteurs du secteur de la floriculture et 10 inspecteurs ont été formés par le Centre d'excellence phytosanitaire (COPE). Les inspecteurs et les membres du secteur ont démontré un haut niveau de connaissance sur les normes phytosanitaires internationales et sur la législation européenne en vue du respect des exigences du marché européen.
- Un système rationalisé d'inspection et de certification des exportations a été mis en place, ainsi qu'un système de surveillance, de suivi et de traçabilité. Un manuel contenant 12 procédures opérationnelles normalisées a été élaboré, de même que des activités liées à la Loi de 2015 sur la protection et la santé des végétaux.

Des effets durables

- Selon une évaluation réalisée en 2015, le projet a permis une «meilleure conformité de la production et des exportations de fleurs vers le marché européen avec les normes phytosanitaires internationales». «La sensibilisation aux questions phytosanitaires pertinentes en lien avec les exportations vers l'UE a considérablement progressé» et, parallèlement, «la réponse du secteur des fleurs coupées concernant le programme de contrôle et de suivi a démontré une grande réactivité».
- Les exploitations floricoles ont aussi mis en place un système de suivi et de surveillance autoréglementé, qui comporte des moyens de décourager la non-conformité, géré par une équipe technique composée de membres du gouvernement et du secteur.
- Le DCP et l'UFEA ont depuis signé un nouveau partenariat public-privé afin de poursuivre leur collaboration et d'accroître la production et les exportations de fleurs.

Bénéficiaire(s)
Autorités nationales et régionales et secteur privé en Afrique centrale et orientale

Organisme(s) responsable(s)
Le CABI, en partenariat avec la FAO, le Secrétariat de la CIPV et le KEPHIS

Calendrier
Mai 2008 - novembre 2010

Financement du STDF
763 880 dollars EU (coût total du projet: 851 240 dollars EU)

LE CENTRE D'EXCELLENCE PHYTOSANITAIRE PROTÈGE L'AGRICULTURE ET SOUTIENT LE COMMERCE EN AFRIQUE CENTRALE ET ORIENTALE

Pour un commerce plus sûr

En Afrique centrale et orientale, les pertes subies pendant la production et après la récolte menaçaient la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la sécurité alimentaire dans la région et limitaient la capacité des pays d'être compétitifs dans le commerce mondial des produits horticoles. Il était essentiel de combler le déficit de capacités dans le domaine de la préservation des végétaux et d'empêcher la propagation des ravageurs afin de protéger l'agriculture et les ressources naturelles. Dans le même temps, l'outil d'évaluation des capacités de la CIPV indiquait que les autorités nationales et régionales n'étaient pas en mesure de se conformer aux normes phytosanitaires internationales. Une approche régionale à plus long terme était donc nécessaire.

Une approche partenariale

Le Centre d'excellence phytosanitaire (COPE), fondé en 2010, est un centre régional sans frontières en plein essor, opérant dans toute l'Afrique centrale et orientale. Créé par le CABI et ses partenaires, la FAO, la CIPV et le Service d'inspection phytosanitaire du Kenya (KEPHIS), le Secrétariat du COPE est établi au Kenya et est administré par le KEPHIS et l'Université de Nairobi, tandis que le Conseil consultatif repose sur un vaste partenariat public-privé. La mission du COPE est de fournir aux clients des secteurs public et privé des services de renforcement des capacités phytosanitaires pour faire en sorte que les pays soient mieux à même d'empêcher l'introduction et la propagation des parasites et de se conformer aux prescriptions phytosanitaires dans le cadre du commerce international. Pour accomplir sa mission, le COPE développe son réseau régional pour y inclure des universités, des organismes économiques régionaux, des organismes techniques et des partenaires de développement.

Résultats

- La plate-forme en ligne actualisée du COPE (www.africacope.org) contient des modules de formation, des ressources et des publications récentes concernant la préservation des végétaux et des renseignements sur les événements à venir.
- Une unité de formation bien équipée propose cinq cours de formation rapide en cours d'emploi, trois diplômes universitaires sur les mesures phytosanitaires et des programmes personnalisés pour combler le déficit de capacités.

- Près de 1 000 inspecteurs et administrateurs phytosanitaires issus d'organisations nationales de protection des végétaux et de groupes d'agriculteurs ont été formés dans 15 pays. Par exemple, le COPE a formé plus de 100 dépisteurs dans le secteur de la floriculture en Ouganda, ainsi que 10 inspecteurs. Grâce à cela, les exportations vers l'UE ont pu continuer, car l'interception de roses pour cause de parasites a diminué.
- Une unité d'analyse du risque phytosanitaire a été créée et dispose d'un réseau d'analystes régionaux du risque phytosanitaire qui aide les pays et les organismes régionaux, tels que le COMESA et la CAE, à actualiser les listes des parasites pour les produits prioritaires.

Des effets durables

- Le partenariat public-privé du COPE est autonome, car il a établi un modèle d'activité à but non lucratif et il a développé le logo COPE et une stratégie de marketing.
- Le COPE fournit des services de conseil et de renforcement des capacités sur une base payante, avec un objectif de formation annuel, qui est d'atteindre 350 participants en 2016-2017.
- Le COPE a organisé en 2016 la première Conférence phytosanitaire internationale tenue en Afrique, qui a été financée grâce à son programme de formation. Le dialogue régional a réuni une centaine de parties prenantes africaines et mondiales qui ont échangé des connaissances et des bonnes pratiques sur des questions d'actualité en rapport avec la préservation des végétaux, allant de la sécurité alimentaire à la facilitation des échanges.

«La formation ciblée organisée par le COPE pour les inspecteurs phytosanitaires et le secteur privé a permis de mettre à jour les connaissances et les compétences en Ouganda pour mieux lutter contre les parasites des végétaux. Il s'en est suivi une réduction drastique de la non-conformité avec les prescriptions phytosanitaires appliquées aux exportations de fleurs à destination de l'UE.»

Tumuboine Ephrance, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Ouganda

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-171

INITIATIVE DE LUTTE CONTRE LA MOUCHE DES FRUITS EN AFRIQUE DE L'OUEST (WAFFI 2)

Organisme(s) responsable(s): CIRAD, Groupe de la Banque mondiale et UE

Calendrier Avril 2009 - mars 2010

Financement du STDF: 313 220 dollars EU (coût total du projet: 694 540 dollars EU)

PARTAGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LA MOUCHE DES FRUITS EN AFRIQUE

Organisme(s) responsable(s): COLEACP

Calendrier Juin 2009 - juin 2011

Financement du STDF: 82 800 dollars EU (coût total du projet: 136 500 dollars EU)

ÉVALUATION DU RISQUE SPS DANS LE SECTEUR DE LA MANGUE AU MALI

Organisme(s) responsable(s): Groupe de la Banque mondiale et ANSSA

Calendrier: Mai 2010 - novembre 2012

Financement du STDF: 474 208 dollars EU (coût total du projet: 528 021 dollars EU)

INITIATIVE DE LUTTE CONTRE LA MOUCHE DES FRUITS EN AFRIQUE DE L'OUEST: SUIVI (WAFFI 3)

Organisme(s) responsable(s): Groupe de la Banque mondiale, CIRAD et IITA

Calendrier: Avril 2010 - août 2011

Financement du STDF: 559 482 dollars EU (coût total du projet: 848 469 dollars EU)

«Les projets se sont traduits par une coopération et une coordination accrues au niveau sous-régional et ont donné naissance à une plate-forme régionale durable pour le partage des connaissances sur la lutte contre la mouche des fruits. Grâce au soutien à la formation et aux compétences, les petits agriculteurs gagnent en autonomisation et deviennent des entrepreneurs agricoles, ce qui dynamise la production et les revenus.»

G.J. Benoit Gnonlonfin, responsable des questions SPS de la CEDEAO

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-255; standardsfacility.org/PG-283; standardsfacility.org/PG-287 and standardsfacility.org/PG-313

LUTTE CONTRE LA MOUCHE DES FRUITS – PROMOUVOIR UN COMMERCE PLUS SÛR EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pour un commerce plus sûr

Les producteurs de fruits et de légumes dans toute l'Afrique de l'Ouest étaient confrontés à des pertes de production en raison de l'émergence d'attaques de mouche des fruits sur leurs cultures. Cela signifiait que des produits d'importance locale pour l'exportation, des mangues aux agrumes, étaient interceptés et détruits en arrivant sur le marché de l'UE. Les petits exploitants ont vu leurs revenus fondre et les moyens de subsistance de plusieurs communautés de la région étaient en danger. Pour survivre et régler le problème transfrontalier de la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest, il était nécessaire de trouver une solution régionale à long terme qui puisse combler les lacunes en termes de recherche, de connaissances et de compétences dans le domaine de la lutte contre ce parasite.

Une approche partenariale

Une étroite coopération régionale et des partenariats ont permis la réalisation d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation dans le cadre des quatre projets. Parallèlement aux initiatives de l'UE, du Groupe de la Banque mondiale et du COLEACP, les projets ont consolidé les efforts en Afrique de l'Ouest et réuni des organisations régionales, dont la CEDEAO, et les gouvernements nationaux pour coordonner la lutte contre la mouche des fruits et mettre un terme aux perturbations du commerce en le rendant plus sûr. Les producteurs, les exportateurs, les associations de la chaîne de valeur et les établissements de recherche en Afrique de l'Ouest et dans le reste du continent ont partagé des connaissances et identifié des solutions ciblées. Les projets ont permis de renforcer la lutte contre la mouche des fruits, d'améliorer le dialogue entre secteurs public et privé et de sensibiliser l'opinion à la valeur d'une approche régionale.

Résultats

- Des études entreprises dans le cadre des projets ont comblé les lacunes dans les connaissances concernant la lutte contre la mouche des fruits et ouvert la voie vers un plan d'action régional de lutte contre ce parasite en Afrique de l'Ouest.
- La formation pratique et les ateliers sur la lutte contre la mouche des fruits ont touché un large éventail de parties prenantes. Les producteurs ont amélioré leurs compétences pour protéger leurs cultures; les exportateurs ont appris comment se conformer aux normes de sécurité sanitaire et de qualité; et les formateurs ont adopté les méthodes d'enseignement les plus récentes.
- Une meilleure coordination a permis une plus grande sensibilisation régionale au problème de la mouche des fruits. Des renseignements et des analyses à jour ont permis de combler les lacunes dans les données. De plus, 18 bulletins d'information ont été partagés avec plus de 1 300 parties prenantes des secteurs public et privé dans 59 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.
- Grâce à des efforts plus étendus, déployés parallèlement aux projets, le commerce de la mangue a retrouvé son dynamisme: entre 2009 et 2014, les exportations de mangues vers l'UE ont augmenté de 67% en volume et de 101% en valeur. Dans le même temps, les interceptions et les rejets liés à la sécurité sanitaire ont diminué.

Des effets durables

- Une méta-évaluation indépendante menée en 2016 a constaté que les projets étaient «très pertinents, avec un bon niveau d'efficacité et d'efficience» et qu'ils ont eu «un impact global positif sur la productivité et les exportations».
- Le soutien du STDF a ouvert la voie à l'établissement, en 2016, d'un projet régional de lutte contre la mouche des fruits mené par la CEDEAO, l'UEMOA, l'UE, l'AFD et le CORAF/WECARD.
- Le CIRAD et l'IITA se sont appuyés sur les projets pour déployer l'Initiative de lutte contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest (WAFFI 4).
- Au Mali, avoir fait se rencontrer les acteurs du secteur privé a conduit à la création de l'Association malienne de la chaîne de valeur de la mangue.

Bénéficiaire(s)
Gouvernements et ONPV au Botswana, au Cameroun, au Kenya et au Mozambique

Organisme(s) responsable(s)
Université Erasmus de Rotterdam

Calendrier
Février 2015 - juillet 2017

Financement du STDF
298 391 dollars EU (coût total du projet: 327 959 dollars EU)

SOLUTIONS DE GESTION DES CONNAISSANCES SUR LA FAÇON DONT LES EMBALLAGES EN BOIS SÛRS SOUTIENNENT LE COMMERCE EN AFRIQUE

Pour un commerce plus sûr

Avec l'intensification des courants d'échanges internationaux, les palettes en bois servant au transport de marchandises traversent plus fréquemment les frontières. Dans le même temps, les organismes nuisibles, en particulier les insectes xylophages, se répandent d'un pays à l'autre dans les matériaux d'emballage en bois, ce qui a un effet négatif sur les forêts et l'agriculture. La norme NIMP n° 15 a permis d'atténuer le risque lié aux organismes nuisibles dans les matériaux d'emballage en bois en établissant des lignes directrices pour les pays, allant de l'investissement dans des traitements à l'utilisation d'une marque NIMP n° 15 reconnue au niveau international. Cependant, les exportations en provenance de pays africains et d'autres pays en développement risquent d'être rejetées sur les marchés internationaux si elles ne respectent pas la norme, et l'on manque sérieusement de données sur les coûts, les avantages et les problèmes qui en résultent. Des solutions pratiques sont nécessaires pour faire en sorte que le commerce des marchandises transportées dans des emballages en bois se poursuive et que les pays en développement puissent accéder aux marchés afin de stimuler la croissance économique.

Une approche partenariale

Réunissant les secteurs public et privé concernés par la préservation et le commerce des végétaux au Botswana, au Cameroun, au Kenya et au Mozambique, l'Université Erasmus a collaboré étroitement avec les ONPV, les autorités douanières, les producteurs, les fabricants de matériaux d'emballage en bois, les exportateurs et le secrétariat de la CIPV afin de rassembler les données les plus récentes. Des visites sur le terrain ont permis d'identifier les coûts et les difficultés rencontrés par les ONPV et les entreprises pour se conformer à la norme.
L'initiative s'est inspirée d'un projet antérieur du STDF mené par la CIPV avec le soutien du Canada, qui a abouti à un ensemble de matériels de formation ciblés destinés aux pays en développement afin de les aider à se conformer à la NIMP n° 15. Ce projet prévoyait notamment un atelier mondial de formation qui a réuni plus de 170 participants.

Résultats

Le projet a fourni aux responsables politiques des données concrètes sur l'incidence des investissements à l'appui de la NIMP n° 15.

- Des outils de connaissances améliorés sur les meilleures pratiques d'investissement à l'appui de la NIMP n° 15 ont été distribués, notamment des études de cas sur les pays, des rapports régionaux, une note de synthèse et un documentaire.
- Les analyses ont montré que l'investissement à l'appui de la NIMP n° 15 n'avait pas d'incidence négative sur la capacité des quatre pays de faire du commerce. Trois d'entre eux ont vu leurs exportations augmenter. Au Kenya, les exportations de café et de thé ont augmenté de 39% grâce au respect de la norme.
- Le coût du respect de la norme pour une installation de traitement des matériaux d'emballage en bois est élevé. Mais le coût du non-respect de la norme est encore plus élevé en termes de perte d'exportations et de revenus et de risque lié aux organismes nuisibles. Les installations de traitement sont rentables pour les pays dont le volume de la production et des exportations est suffisant.

Des effets durables

Pour garantir des effets durables, les gouvernements africains sont encouragés à adopter les solutions identifiées dans le cadre du projet afin de se conformer à la NIMP n° 15. Ces solutions incluent ce qui suit:

- s'assurer du respect des exigences minimales pour l'exportation et investir dans les inspections à l'importation des matériaux d'emballage en bois;
- éviter d'adopter des législations trop prescriptives, compte tenu des modifications futures de la norme et des nouvelles techniques de traitement du bois;
- demander au Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine de promouvoir la coopération régionale et la formation concernant la NIMP n° 15;
- sensibiliser au fait que les traitements NIMP n° 15 ont une efficacité égale et qu'une fois traités, les matériaux d'emballage en bois (non modifiés d'une manière ou d'une autre) n'ont pas besoin d'être traités à nouveau;
- établir et utiliser une liste récapitulative pour vérifier les installations de traitement des matériaux d'emballage en bois et réglementer les installations de réparation.

«Nous avons découvert que la norme énonce des lignes directrices sur la manière dont les entreprises devraient mener leurs activités et sur la manière dont nos inspecteurs doivent travailler. Nous allons pouvoir accéder à des marchés internationaux qui nous étaient fermés jusque-là parce que nous n'utilisions pas cette norme.»

Hendrick Modiakgotla, ONPV, Botswana

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-460 et standardsfacility.org/PG-037

SANTÉ ANIMALE

Aider les exploitants agricoles, les transformateurs, les négociants et les gouvernements à se conformer aux normes de l'OIE, à protéger les animaux contre les maladies et à accéder aux marchés mondiaux

Bénéficiaire(s)
Autorités vétérinaires nationales et intervenants de la chaîne de valeur du bœuf en Tanzanie

Organisme(s) responsable(s)
Royal Veterinary College

Calendrier
Septembre 2016 - septembre 2017

Financement du STDF
48 500 dollars EU (coût total du projet: 63 500 dollars EU)

«Le DEP dans la région de Rukwa a été une avancée majeure après l'échec des efforts visant à établir une zone exempte de fièvre aphteuse. Le DEP a exposé en détail le potentiel de cette zone proposée par les autorités responsables de l'élevage dans le pays, et a identifié les éléments clés et les coûts correspondants d'un éventuel projet.»

Dr Joram E Mghwira, médecin vétérinaire à la retraite, Tanzanie

CONCEVOIR DES SOLUTIONS D'INVESTISSEMENT POUR PROMOUVOIR UN COMMERCE DU BÉTAIL SÛR EN TANZANIE

Pour un commerce plus sûr

Le bétail est une réserve de richesse et un capital social pour de nombreux agriculteurs de Tanzanie, où 70% de la population rurale pauvre dépend de l'élevage pour ses revenus et ses moyens de subsistance. La Tanzanie dispose d'excellentes ressources naturelles pour le développement de l'élevage, pourtant le secteur fonctionne nettement en-deçà de son potentiel. Les maladies animales transfrontières comme la fièvre aphteuse ont entraîné de graves pertes de production dans le pays et stoppé le commerce d'animaux sur pied et de produits d'origine animale. Il existe différentes options pour lutter contre la fièvre aphteuse et gérer cette maladie tout en permettant l'exportation de bétail et de produits de l'élevage dans le respect des normes de l'OIE. En général, ces options coûtent cher et les investissements doivent être proportionnels aux avantages. Le gouvernement s'est montré désireux d'évaluer l'incidence qu'aurait la mise en place d'une zone exempte de fièvre aphteuse dans le pays.

Une approche partenariale

Le Ministère de l'élevage et de la pêche a décidé de se concentrer sur la région de Rukwa. Une étude de faisabilité et une analyse des coûts-avantages ont été effectuées au Royaume-Uni par le Royal Veterinary College, en étroite collaboration avec les autorités vétérinaires nationales. Les intervenants de la chaîne de valeur du bœuf ont été invités à participer, dont des représentants de différents départements gouvernementaux, de l'Office tanzanien de la viande et de coopératives d'éleveurs, mais aussi des agroéleveurs, des exploitants de fermes commerciales et des propriétaires d'abattoirs. Une visite d'étude en Zambie a permis d'engager des discussions sur la façon d'améliorer la collaboration transfrontière. Les thèmes abordés ont inclus la quarantaine vétérinaire et les programmes conjoints de vaccination visant à faciliter un commerce sûr de produits de l'élevage et à mieux lutter contre les maladies animales, ainsi que la façon de gérer les mouvements de bétail à travers la longue frontière poreuse qui sépare les deux pays.

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PPG-516

Résultats

- L'étude a mis en lumière les lacunes dans les capacités des services vétérinaires nationaux, ainsi que d'autres acteurs de la chaîne de valeur de l'élevage. Elle a identifié les problèmes devant être résolus pour lutter efficacement contre la fièvre aphteuse et gérer cette maladie, ainsi que les importantes lacunes en termes de ressources. Elle a mis l'accent sur les aspects économiques de la lutte contre les maladies, ainsi que sur des facteurs pratiques tels que la traçabilité et la dynamique des échanges.
- Le projet a permis au gouvernement et au secteur privé de mieux comprendre comment perfectionner le plan existant de lutte contre la fièvre aphteuse. Grâce à des activités de suivi, cela devrait créer un climat de confiance auprès des différents intervenants de la chaîne de valeur du bœuf afin de connecter la demande et l'offre et d'augmenter la production animale et le commerce de produits de l'élevage.
- Les constatations et conclusions de l'étude ont éclairé les décisions des services vétérinaires concernant la planification et la répartition des ressources, ce qui comprenait la manière d'exploiter les synergies entre les différents efforts de lutte contre les maladies animales et d'aider à tirer davantage des ressources disponibles limitées.

Des effets durables

- Les services vétérinaires prévoient de s'appuyer sur les recommandations de l'étude et d'élaborer une méthode s'appuyant sur la chaîne de valeur pour produire et commercialiser du bœuf exempt de fièvre aphteuse, en collaboration avec les fermes commerciales. Pour ce faire, un financement et un savoir-faire en matière de vaccins et de soutien logistique devront être obtenus auprès des partenaires de développement.
- Grâce à des champions locaux et des ressources adéquates, il sera possible de créer de nouveaux partenariats public-privé pour améliorer la santé animale, la production animale et le commerce des produits de l'élevage.
- Les principales constatations et recommandations de l'étude (ainsi que d'une autre étude du STDF au Zimbabwe) ont été présentées lors d'une séance d'information du STDF à laquelle ont assisté plus de 100 délégués du Comité SPS de l'OMC en novembre 2017. En faisant connaître à un public plus vaste les constatations clés, l'étude pourra aussi bénéficier à des fonctionnaires des services vétérinaires d'autres pays en développement.

Bénéficiaire(s)
Secteur de l'élevage des bovins du Costa Rica, y compris les éleveurs et les exportateurs

Organisme(s) responsable(s)
IICA

Calendrier
Mars 2009 - août 2011

Financement du STDF
455 220 dollars EU (coût total du projet: 654 600 dollars EU)

RETRACER LA CHAÎNE DE VALEUR DU BŒUF POUR PROMOUVOIR UN COMMERCE PLUS SÛR EN PROVENANCE DU COSTA RICA

Pour un commerce plus sûr

De la viande aux produits laitiers, le bétail est une source vitale d'alimentation pour les consommateurs locaux au Costa Rica et offre un revenu important aux agriculteurs qui exploitent les 50 000 élevages bovins du pays. Les maladies infectieuses peuvent être un obstacle majeur à la production animale, en limitant l'accès aux marchés lucratifs et en affectant la santé des consommateurs. Dans la gestion du risque, tout incident doit pouvoir être retracé à son point d'origine pour permettre une prévention et un contrôle sanitaires rapides. Les éleveurs et les exportateurs costariciens étaient menacés de se voir exclus du commerce de la viande bovine du fait de l'absence d'un système d'information centralisé et de données précises. Il était nécessaire de mettre en place un système incluant l'enregistrement et l'identification des animaux tout le long de la chaîne de valeur, de l'exploitation agricole à la transaction commerciale finale, afin d'ouvrir les marchés d'exportation et de garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires pour les consommateurs.

Une approche partenariale

Le Service national de la santé animale (SENASA), en collaboration avec l'IICA, a aidé à renforcer le programme national de surveillance épidémiologique et à combler les lacunes identifiées par des experts de l'OIE. Les intervenants de la chaîne de valeur du bœuf ont travaillé en étroite collaboration, avec le soutien du secteur privé, pour élaborer un système de traçabilité simple et à faible coût pour contrôler les mouvements des bovins. Un dialogue entre les secteurs public et privé a été instauré grâce à des réunions et des ateliers conjoints. Une commission mixte de réglementation a été créée avec des membres de la Société de développement de l'élevage et du SENASA; elle comprenait aussi des éleveurs, des représentants du secteur, des commissaires-priseurs et des décideurs. L'Agence canadienne de développement international a également organisé des formations pour les parties prenantes pendant la durée du projet.

Résultats

- Un système électronique national de traçabilité des bovins a été créé. Le logiciel facile d'emploi du système permet de retracer l'origine d'un groupe d'animaux étape par étape, de l'exploitation agricole au lieu de vente aux enchères, des abattoirs aux marchés, en passant par les modes de transport. Grâce au projet, 100% des animaux du pays ont un document d'origine.

- Les éleveurs, les transporteurs, les distributeurs, les commissaires-priseurs et les autorités chargées de faire respecter la loi ont amélioré leurs connaissances concernant la traçabilité du bétail grâce à des séances de formation pratique organisées dans tout le pays et grâce à des guides, des manuels, des vidéos et des brochures distribués à grande échelle.
- Le Costa Rica a gagné en crédibilité dans le commerce international en se conformant aux obligations SPS et aux recommandations de l'OIE. Suite au projet, le temps de réaction face aux incidents sanitaires a été ramené à 24 heures au maximum, et le délai de notification à l'OIE est également passé au-dessous de la barre des 24 heures.
- L'accès aux marchés régionaux, comme Porto Rico, le Pérou, le Chili et le Mexique, a été fortement amélioré. De nouvelles possibilités de grande valeur pour le commerce du bétail sont apparues sur les marchés mondiaux, comme le Japon, la Russie, Singapour et l'UE.

Des effets durables

- Le projet a eu des répercussions positives, comme l'augmentation des possibilités en termes de surveillance de la santé publique et de bien-être des animaux, ainsi que la lutte contre le vol de bovins. Les fonctionnaires gouvernementaux désireux de combler les lacunes dans la législation relative au vol de bovins ont élaboré un cadre réglementaire intégré qui inclut le système de surveillance et de traçabilité conçu dans le cadre du projet.
- Les résultats du projet ont servi de point de départ pour un programme optionnel de traçabilité individuelle lancé en 2013, programme qui identifie individuellement les animaux dans l'ensemble du pays.
- Le projet a établi une référence à partir de laquelle la traçabilité est étendue à d'autres produits comme les produits laitiers, les produits à base de porc, les fruits et les produits de la mer. Le système, qui est un modèle de bonnes pratiques dans la région, a été repris dans d'autres pays, dont la Bolivie, l'Équateur, le Pérou et le Honduras.

«Grâce au projet, le Costa Rica dispose d'un système de traçabilité collective obligatoire qui contrôle les mouvements de bovins sur l'ensemble de son territoire. Ce système est devenu un outil important pour contrôler la santé animale et la santé publique et il sert de modèle à d'autres pays de la région.»

Sacha Trelles, IICA

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-116

Bénéficiaire(s)
Autorités vétérinaires du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, de Panama et de la République dominicaine

Organisme(s) responsable(s)
OIRSA

Calendrier
Mai 2013 - octobre 2015

Financement du STDF
488 330 dollars EU (coût total du projet: 574 330 dollars EU)

«Grâce à la participation active du secteur privé, la législation sur la lutte contre les maladies animales est en cours d'approbation. Une alliance stratégique entre les associations des producteurs de lait et les éleveurs de bétail de la race brahmane et de la race Jersey est prête à appliquer la nouvelle réglementation, avec le soutien du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation.»

Dr Nery Sandoval, Programme sanitaire pour les bovins, Guatemala

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-358

AMÉLIORER LA LÉGISLATION VÉTÉRINAIRE EN AMÉRIQUE CENTRALE POUR OUVRIR LES MARCHÉS

Pour un commerce plus sûr

Dans les pays d'Amérique centrale, les lois nationales sur la santé animale ne prévoyaient souvent pas de réglementation secondaire ciblant la lutte contre les maladies. En conséquence, le commerce régional d'animaux et de produits d'origine animale n'était pas reconnu par les autorités sanitaires des marchés étrangers, comme les États-Unis, le Mexique et l'UE. Parallèlement, il n'existait pas beaucoup de programmes de santé animale au niveau national qui visaient à combattre ou éradiquer des maladies spécifiques et, quand ils existaient, ils n'étaient souvent pas compatibles avec les normes internationales de l'OIE. Dans toute l'Amérique centrale, des évaluations récemment menées par des experts de l'OIE utilisant l'outil PVS ont mis en lumière l'insuffisance des programmes de lutte et d'éradication des maladies et le fait que les actions sur le terrain au niveau des pays se limitaient à surveiller les maladies et à répondre aux situations d'urgence.

Une approche partenariale

Le projet dirigé par l'OIRSA a construit des liens solides entre les parties prenantes des secteurs public et privé qui interviennent dans l'élaboration des instruments juridiques relatifs à la santé animale aux niveaux national, régional et mondial. Des ateliers pratiques et des séances de formation nationaux ont été organisés avec des organismes internationaux et régionaux (dont la FAO, l'OIE et l'OIRSA) et les ministères nationaux de l'agriculture et de l'élevage des huit pays d'Amérique centrale, ainsi qu'avec des experts vétérinaires locaux. Des missions ont été menées dans chaque pays pour impliquer les autorités zoosanitaires, des conseillers juridiques et les producteurs. Ces efforts se sont traduits par l'élaboration de critères réglementaires harmonisés pour les services vétérinaires, les producteurs et les responsables de la réglementation dans chaque pays, ce qui a contribué à améliorer la communication et la coordination aux niveaux national et régional.

Résultats

- Les textes juridiques en vigueur réglementant la santé animale dans chaque pays ont été recueillis et une analyse comparative avec les normes internationales a été réalisée pour identifier les lacunes existantes. De plus, quelque 150 responsables du secteur de la santé, conseillers juridiques et représentants du secteur privé ont participé à des missions dans les pays pour contribuer au développement du projet.
- Au total, 46 textes juridiques ont été rédigés, y compris des propositions de législation secondaire nationale relatives à la brucellose bovine, à la tuberculose bovine et à la maladie de Newcastle. Cela a inclus l'élaboration de manuels de procédure concernant ces maladies, qui définissent les mesures à prendre au niveau national.
- Quelque 50 fonctionnaires de ministères nationaux et d'organismes internationaux (FAO, OIE et OIRSA) ont participé à un séminaire régional sur l'élaboration d'une législation secondaire destinée aux services vétérinaires nationaux. Plus de 30 fonctionnaires nationaux et internationaux (FAO, OIE et OIRSA) ont également été formés et certifiés comme points focaux pour aider l'OIE dans les questions liées à la législation vétérinaire.

Des effets durables

- Les textes juridiques élaborés dans le cadre du projet deviendront des règlements techniques régionaux obligatoires (après avoir été examinés par le Conseil agricole d'Amérique centrale), contribuant ainsi à promouvoir un commerce sûr dans la région.
- L'OIRSA propose des activités de soutien et de suivi aux pays pour l'approbation et la mise en application des règlements et manuels. Des ateliers de suivi nationaux ont été tenus en El Salvador, au Guatemala, au Honduras et en République dominicaine pour établir des critères réglementaires communs destinés aux services vétérinaires, aux producteurs et aux juristes.
- Des alliances stratégiques public-privé se sont constituées entre les gouvernements nationaux et les producteurs pour promouvoir la durabilité du Programme régional de l'OIRSA pour la santé animale.

Bénéficiaire(s)
Services vétérinaires en Amérique latine et aux Caraïbes (et dans le monde)

Organisme(s) responsable(s)
OIE

Calendrier
Mai 2004 - mai 2006

Financement du STDF
39 960 dollars EU

TROUVER DES SOLUTIONS DE GESTION DES CONNAISSANCES EN MATIÈRE DE SANTÉ ANIMALE DANS LE MONDE ENTIER: L'OUTIL PVS DE L'OIE

Pour un commerce plus sûr

La propagation possible de maladies animales infectieuses, y compris les zoonoses, représente une menace pour la santé publique et la santé animale mondiales et pourrait avoir des répercussions dévastatrices sur les moyens de subsistance économique des producteurs et des exportateurs des pays en développement. La capacité d'un pays d'identifier, de combattre et d'éradiquer les maladies animales est souvent liée à la qualité de ses services vétérinaires. Du fait de l'augmentation de la demande des consommateurs et des possibilités offertes au commerce international des produits d'origine animale, il est devenu nécessaire d'avoir un outil commun permettant d'évaluer les performances des services vétérinaires nationaux par rapport aux normes reconnues au niveau international.

Une approche partenariale

L'outil PVS de l'OIE a été élaboré à partir d'un dialogue interinstitutionnel entre le STDF, l'OIE et l'IICA. Le financement de démarrage du STDF a joué un rôle catalyseur de soutien dans ce dialogue. Aujourd'hui, l'outil PVS de l'OIE est un instrument de diagnostic largement reconnu qui aide les services vétérinaires du monde entier à identifier les écarts de capacités et la façon de se conformer aux normes internationales de l'OIE, avec l'aide du financement pour le développement. Il est donc essentiel, à la fois pour évaluer les capacités vétérinaires et en tant que base pour promouvoir la qualité des services vétérinaires grâce à la coopération entre les pays, les organisations internationales et les donateurs.

Résultats

- Le financement de démarrage du STDF a soutenu le dialogue interinstitutionnel, qui a conduit à l'élaboration de l'outil d'évaluation des performances des services vétérinaires (outil PVS de l'OIE).

Des effets durables

- L'élaboration de l'outil PVS de l'OIE est la preuve qu'un petit don du STDF peut avoir des répercussions à grande échelle. En mai 2017, 133 missions d'évaluation PVS de l'OIE avaient été menées dans le monde.
- À partir de l'innovant outil PVS de l'OIE, d'autres outils de renforcement des capacités ont été développés dans le cadre du processus PVS de l'OIE. L'outil d'analyse des écarts PVS de l'OIE mène à l'adoption d'une stratégie détaillée dans laquelle est appliquée l'évaluation PVS initiale du secteur de l'élevage et des priorités vétérinaires au niveau national. Les conclusions et les recommandations permettent ensuite de mobiliser des ressources auprès des gouvernements ou de donateurs.
- En un peu plus de dix ans, le processus PVS de l'OIE a montré qu'il aidait les services vétérinaires nationaux à mettre en place une approche systématique et durable concernant le respect des normes internationales de l'OIE, y compris à travers la législation vétérinaire, les partenariats public-privé, l'enseignement vétérinaire et les programmes de laboratoires. Les pays peuvent aussi demander que des missions de suivi de l'évaluation PVS soient réalisées en vue de mesurer leurs progrès dans le respect des normes de l'OIE.
- L'OIE reste déterminée à obtenir des résultats grâce au processus PVS. En avril 2017, le forum de réflexion du processus PVS de l'OIE a présenté la façon dont les membres, partenaires et experts de l'OIE pouvaient continuer à travailler ensemble en vue de l'évolution stratégique du processus PVS et à améliorer le bien-être et la santé des animaux dans le monde.

«Les résultats de la PVS nous ont fait prendre conscience des améliorations nécessaires au sein de nos services vétérinaires pour renforcer nos capacités en personnel.»

Dr Pudjiatmoko, Ministère de l'agriculture, Indonésie

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-014

QUESTIONS SPS TRANSVERSALES

Soutenir les secteurs public et privé pour renforcer les capacités dans le domaine SPS en améliorant la collaboration, les systèmes, les compétences et les stratégies

Bénéficiaire(s)
Gouvernements africains et autres parties prenantes dans le domaine SPS

Organisme(s) responsable(s)
AUC, en collaboration avec João Magalhaes

Calendrier
Octobre 2009 - août 2010

Financement du STDF
30 000 dollars EU

«L'AUC apprécie le soutien du STDF visant à rendre le commerce en Afrique plus sûr. L'étude a donné lieu à des travaux visant à promouvoir la compétitivité des échanges de produits agricoles en Afrique. Les recommandations et les enseignements servent de base à l'élaboration d'un cadre de politique SPS pour le continent et ont inspiré des plans visant à établir une nouvelle structure pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires.»

Diana Ogwal Akullo, AUC

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PPG-305

COORDONNER LES STRATÉGIES SPS RÉGIONALES POUR DYNAMISER LE COMMERCE EN AFRIQUE

Pour un commerce plus sûr

L'agriculture est d'une importance vitale pour l'Afrique et joue un rôle clé dans le commerce intra-africain et dans la croissance sur ce continent. Pour les exploitants agricoles, les transformateurs et les négociants africains, se conformer aux normes internationales en mettant en place des mesures SPS permet aux produits alimentaires et aux produits agricoles de traverser les frontières et d'entrer sur les marchés. En 2007, les communautés économiques régionales (CER) ont commencé à élaborer des cadres et stratégies SPS régionaux pour améliorer la gestion des questions SPS, accélérer l'intégration régionale et stimuler le commerce. Dans le même temps, des préoccupations ont été soulevées quant à un éventuel double emploi ou à des incohérences possibles vis-à-vis de l'Accord SPS de l'OMC. Afin d'éviter toute incohérence en matière de politiques aux niveaux régional et continental et d'aider à rendre le commerce plus sûr en Afrique, une action coordonnée était nécessaire.

Une approche partenariale

La Commission de l'Union africaine (AUC) a demandé un soutien pour établir une cartographie des cadres et stratégies SPS régionaux et pour vérifier leur cohérence et leur compatibilité au regard de l'Accord SPS. L'étude du STDF a dressé le bilan des cadres et stratégies SPS existants et prévus. L'AUC et ses organismes spécialisés en santé animale et en préservation des végétaux (le Conseil phytosanitaire interafricain (UA-CPI) et le Bureau interafricain pour les ressources animales de l'Union africaine (UA-BIRA)), ainsi que les CER de tout le continent, ont été étroitement impliqués dans ce processus. Ils ont eu le concours de l'OMC et des organismes internationaux de normalisation (le Codex, la CIPV et l'OIE), de donateurs et de partenaires de développement. Pour aller de l'avant, l'étude s'est appuyée sur une conférence de haut niveau de l'AUC tenue en 2009, «Institutionnalisation des capacités dans le domaine SPS en Afrique», dans le cadre du programme de l'UE intitulé «Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres».

Résultats

- L'étude exploratoire a abouti à une évaluation des rôles et responsabilités SPS de l'AUC et de CER. Elle a formulé des recommandations clés visant à améliorer les capacités institutionnelles dans le domaine SPS aux niveaux continental et régional.
- Les CER sont davantage sensibilisées à l'importance de la conformité avec les dispositions de l'Accord SPS de l'OMC et à ce que cela signifie en termes de droits et de responsabilités pour les Membres de l'OMC, y compris pour ce qui est de l'harmonisation avec les normes internationales.
- Suivant les recommandations de l'étude, l'AUC et plusieurs CER ont demandé et obtenu le statut d'observateur auprès du Comité SPS.

Des effets durables

- L'AUC joue de plus en plus souvent un rôle de chef de file dans le domaine SPS, en participant activement au Comité SPS et établissant de nouveaux partenariats avec le secteur privé.
- Les constatations et les recommandations de l'étude sont prises en considération. L'étude a mis en lumière le rôle de l'UA-BIRA et de l'UA-CPI, ainsi que les lacunes qui perdurent dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. En conséquence, l'AUC travaille à l'élaboration d'un mécanisme panafricain pour la sécurité sanitaire des produits alimentaire, examine les options et les possibilités de financement avec des donateurs et des partenaires de développement.
- Le programme PAN-SPSO financé par l'UE a soutenu les efforts des comités SPS nationaux africains en lien avec les recommandations de l'étude dans le but d'améliorer la coordination SPS au niveau national. L'UA-BIRA poursuit ces efforts visant à dynamiser la coordination nationale dans les questions SPS en aidant les pays à partager leurs bonnes pratiques, leurs enseignements et leurs expériences et en incitant les gouvernements africains à exprimer leurs préoccupations au Comité SPS.

LES PARTENARIATS FAVORISENT LES EXPORTATIONS DE GINGEMBRE ET LES REVENUS RURAUX AU NÉPAL

Bénéficiaire(s)
Producteurs de gingembre et autres intervenants de la chaîne de valeur au Népal

Organisme(s) responsable(s)
La FAO avec le Ministère du développement agricole, le Ministère du commerce et des approvisionnements, la Fédération des chambres de commerce et d'industrie népalaises et NGPTA

Calendrier
Juin 2012 - septembre 2015

Financement du STDF
462 144 dollars EU (coût total du projet: 1 262 144 dollars EU)

Pour un commerce plus sûr

Le gingembre est une culture commerciale précieuse pour les petits producteurs, dont beaucoup sont des femmes, dans les régions montagneuses reculées du Népal où les sources de revenus sont rares. Cependant, les agriculteurs souffraient des faibles rendements, des parasites et maladies, ainsi que des pertes après récolte, pouvant atteindre 90%. Par ailleurs, il était difficile de démontrer la sécurité sanitaire et la qualité de la production. La majorité du gingembre frais était vendu non lavé en Inde à des prix bas, par des circuits informels. Les producteurs et les négociants n'avaient aucun moyen d'ajouter de la valeur à leurs produits. Par conséquent, ils n'avaient pas accès aux marchés à plus forte valeur ajoutée au Bangladesh, en Europe, au Japon et au Moyen-Orient.

Une approche partenariale

Les secteurs public et privé se sont rapprochés afin de revitaliser la chaîne de valeur du gingembre, d'y ajouter de la valeur et de résoudre les problèmes phytosanitaires et liés à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, avec le soutien du STDF et du CIR. Des partenariats solides ont été formés avec les autorités locales, les producteurs de gingembre et les négociants en gingembre. Des écoles pratiques d'agriculture ont renforcé les compétences et les connaissances pratiques concernant les bonnes pratiques agricoles (BPA) et les manipulations après récolte. Des parcelles de démonstration montraient comment les nouvelles méthodes et techniques pouvaient être utilisées pour améliorer la productivité et lutter contre les parasites et les maladies. Les formations de formateurs ont diffusé les connaissances acquises. Des mises en scène, des vidéos et des supports visuels ont permis d'améliorer la compréhension des messages par les communautés ayant des niveaux d'alphabétisation faibles. Les agriculteurs et les coopératives ont collaboré avec la l'Association népalaise des producteurs de gingembre et des négociants en gingembre (NGPTA) afin d'ajouter de la valeur au gingembre et d'accroître la productivité.

Résultats

- Les pertes après récolte ont diminué de 30%. Le prix du gingembre frais à la sortie de l'exploitation et les marges bénéficiaires ont augmenté, et les agriculteurs ont vu leurs revenus progresser de plus de 60%.
- Près de 2 000 agriculteurs – principalement des femmes – ont reçu une formation sur les BPA, les manipulations après récolte et les techniques améliorées pour lutter contre les parasites et les maladies.
- La promotion des BPA a fait baisser l'utilisation de pesticides et réduit les résidus. Un nouveau système de gestion des stocks agricoles, de certification et de traçabilité a amélioré la confiance à l'égard de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.
- Une nouvelle installation de lavage du gingembre dessert jusqu'à 8 000 ménages producteurs de gingembre, et a permis la création de 200 emplois saisonniers.
- Les coopératives locales se sont renforcées et de nouveaux groupements d'agriculteurs se sont formés. La NGPTA a mis en place de nouvelles antennes de districts.
- Le gouvernement s'est adressé aux partenaires commerciaux afin de trouver des solutions aux difficultés rencontrées par les exportateurs de gingembre dans le domaine SPS. Du gingembre lavé est désormais exporté au Bangladesh et en Inde.

Des effets durables

- La plupart des écoles pratiques d'agriculture continuent de fonctionner avec leurs propres ressources. Les parcelles de démonstration sont devenues des centres de documentation sur les semences, où du matériel végétal de plantation de meilleure qualité est à disposition.
- Le matériel de formation est actuellement utilisé par les services publics de vulgarisation et pour des programmes menés par la NGPTA et des ONG, ce qui permet à davantage d'agriculteurs d'y avoir accès.
- Les secteurs public et privé collaborent afin de faire fonctionner l'installation de lavage du gingembre. Les revenus obtenus sont placés dans un fonds d'affectation spéciale en faveur des communautés locales.
- Il existe des possibilités de partager du matériel de formation à l'échelle nationale et d'utiliser le projet afin d'attirer des investissements en vue de promouvoir le développement de l'agro-industrie.

«Notre groupe de femmes produit un camion de gingembre. La culture du gingembre nous aide à assurer l'avenir de nos enfants. Les écoles pratiques nous ont appris comment réduire les pertes et augmenter nos revenus. Maintenant que nous avons notre usine de nettoyage, nous sommes si contentes.»

Chandra Kala Rai, Coopérative de femmes productrices de gingembre, Népal.

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-329

Bénéficiaire(s)
Exploitants agricoles et intervenants des chaînes de valeur des fruits et légumes à Sri Lanka

Organisme(s) responsable(s)
ITC

Calendrier
Mars 2013 - juin 2016

Financement du STDF
629 982 dollars EU (coût total du projet: 826 096 dollars EU)

«Les exportations pourraient «augmenter de manière exponentielle» si les petits exploitants recevaient une formation sur les protocoles de culture adéquats qui satisfont aux normes internationales. La réussite dépendra de la formation des agriculteurs qui cultivent une superficie d'une demi-acre ou d'une acre. Ces agriculteurs doivent participer à un programme de formation sur la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.»

Dawn Austin, Nidro Supply Ltd., Sri Lanka

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-354

DES EXPORTATIONS PLUS SÛRES DE FRUITS ET DE LÉGUMES GARANTISSENT LES MOYENS DE SUBSISTANCE À SRI LANKA

Pour un commerce plus sûr

Les fruits et légumes ont une valeur d'exportation élevée sur les marchés mondiaux et Sri Lanka possède un fort potentiel pour certaines cultures, comme la mangue, la papaye, l'ananas, les piments verts et les tomates. Les agriculteurs, les transformateurs et les négociations de régions productrices isolées du pays, dont bon nombre de femmes et de jeunes, ne pouvaient avoir accès au marché national et aux marchés d'exportation parce qu'ils ne parvenaient pas à satisfaire aux mesures SPS. Cela limitait les possibilités d'emplois de Sri Lanka, les revenus des agriculteurs et des exportateurs et le potentiel d'une meilleure alimentation et d'une meilleure santé publique qu'offriraient des fruits et légumes sûrs aux consommateurs tant nationaux qu'internationaux. Combler les lacunes en matière de sécurité sanitaire et de qualité tout le long des chaînes de valeur des fruits et légumes était une priorité.

Une approche partenariale

Renforcer et maintenir la capacité des secteurs public et privé de se conformer aux normes internationales de qualité, de sécurité sanitaire des produits alimentaires et de préservation des végétaux tout le long des chaînes de valeur des fruits et légumes a été au cœur du projet dirigé par l'ITC. Une étroite collaboration entre gouvernement et entreprises a fait se réunir le Département de l'agriculture et le secteur privé, y compris la Chambre de commerce de Ceylan, l'Association sri-lankaise des producteurs, transformateurs et exportateurs de fruits et légumes, le Conseil national du secteur agroalimentaire et l'Office de développement des exportations de Sri Lanka. Des programmes ciblés de formation et de renforcement des capacités dans le domaine SPS ont été mis sur pied pour le Département de l'agriculture et plus de 200 maîtres formateurs, formateurs de terrain et agents de vulgarisation sur le terrain qui, à leur tour, forment les agriculteurs.

Résultats

- Quarante programmes de formation ont été organisés pour plus de 900 participants concernant les bonnes pratiques agricoles et des thèmes SPS, comme la prévention des parasites et maladies.
- Une solide coordination entre les secteurs public et privé dans les chaînes de valeur a contribué à régler des problèmes liés à l'exportation, à améliorer les inspections, à réduire le nombre de notifications d'interceptions sur le marché de l'UE et à établir une liste actualisée de parasites.
- Les avantages ont aussi touché le secteur privé. Nidro Supply Ltd. (l'un des plus importants exportateurs de fruits et de légumes travaillant avec de petits exploitants) suit désormais les protocoles établis dans le cadre du projet.
- Une norme nationale sur les bonnes pratiques agricoles, favorable aux agriculteurs, a été lancée par le Département de l'agriculture; elle inclut les exploitants agricoles visés par le projet dans le processus de certification.
- Les producteurs et exportateurs de fruits et légumes ont signalé une amélioration des possibilités d'accès aux marchés. Le volume de fruits et légumes de qualité destinés à l'exportation est passé de 25 à 50%, tandis que les rejets de certains fruits et légumes pour des motifs SPS ont diminué d'au moins 20%.

Des effets durables

- Deux visites d'étude en Italie et en Thaïlande ont été organisées à l'intention de fonctionnaires, d'agriculteurs et d'exportateurs pour leur montrer l'évolution et les interconnexions de la chaîne de valeur et leur ouvrir de nouvelles possibilités commerciales. Suite à ces visites, un certain nombre d'entreprises européennes se disent intéressées par l'établissement de relations commerciales avec des agriculteurs et exportateurs sri-lankais.
- Le Département de l'agriculture a intégré des thèmes SPS dans ses modules de formation, qui s'adressent à plus de 1 200 fonctionnaires. À l'avenir, davantage de fonctionnaires suivront le nouveau programme de formation, ce qui permettra une diffusion encore plus grande des connaissances les plus récentes dans le domaine SPS.

Bénéficiaire(s)
Secteurs public et privé au Belize

Organisme(s) responsable(s)
BAHA

Calendrier
Janvier - septembre 2012

Financement du STDF
30 000 dollars EU

SOUTIEN DES PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT DANS LE DOMAINE SPS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX MARCHÉS AU BELIZE

Pour un commerce plus sûr

Comme beaucoup d'autres pays en développement, le Belize était confronté à de nombreuses exigences pour faire en sorte que les produits alimentaires et agricoles nationaux puissent accéder aux marchés extérieurs. Déterminer comment répartir les ressources destinées au renforcement des capacités SPS était loin d'être simple. La liste des besoins était longue et les ressources disponibles étaient limitées. Des choix difficiles devaient être faits entre des investissements concurrents, qui seraient bénéfiques au pays en termes de commerce, de productivité agricole et de protection de la santé à long terme. Le gouvernement devait trouver un moyen d'améliorer l'efficacité économique des décisions en matière d'investissement SPS et de rendre les décisions de financement plus transparentes, responsables et inclusives.

Une approche partenariale

Le Service de santé agricole du Belize (BAHA) a eu recours au cadre du STDF intitulé «Établissement de priorités en matière d'investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés» (cadre P-IMA) afin d'éclairer et d'améliorer le processus de prise de décisions dans le domaine SPS. Il a approché les parties prenantes des secteurs public et privé et de l'accès aux marchés, en s'appuyant sur des relations solides avec des organismes gouvernementaux, des producteurs, des transformateurs, des exportateurs, des associations professionnelles et les milieux universitaires. Des ateliers organisés à l'intention des parties prenantes ont aidé à identifier l'éventail de possibilités en matière d'investissement dans le domaine SPS au niveau national, ainsi que les critères de décision et les pondérations à prendre en compte afin de définir les priorités. Le processus participatif était à la fois transparent et inclusif. Toutes les données et tous les renseignements utilisés ont été rassemblés de sorte que les constatations puissent être suivies, examinées et vérifiées. Parallèlement, l'initiative faisait fond sur les efforts déjà déployés par les partenaires du STDF afin d'identifier les besoins en matière de renforcement des capacités vétérinaires et phytosanitaires.

Résultats

Le cadre P-IMA a apporté aux responsables politiques des données concrètes concernant les effets liés au commerce des investissements dans le renforcement des capacités dans le domaine SPS.

- Le gouvernement a alloué de nouveaux fonds à un projet destiné à améliorer les contrôles zoosanitaires et à faciliter les exportations de bétail sur pied, en utilisant les cofinancements du secteur privé, des organisations régionales et des donateurs.
- En s'appuyant sur les données recueillies et analysées, les prévisions de dépenses pour les investissements dans le domaine SPS ont été mises à jour afin que les ressources soient utilisées de manière plus efficace.
- Le dialogue et la confiance entre les secteurs public et privé ont été consolidés, ce qui a renforcé l'adhésion en faveur des décisions et du suivi en matière d'investissement dans le domaine SPS.
- Le cadre P-IMA a amélioré la compréhension du rôle du BAHA en tant qu'organisme de réglementation chargé d'obtenir et de conserver l'accès aux marchés pour les produits agroalimentaires du pays, ainsi que le soutien qui lui était apporté.

Des effets durables

- Le BAHA continue d'utiliser le cadre P-IMA afin d'éclairer la prise de décisions et de mobiliser des ressources, qu'il s'agisse de soutenir un laboratoire de microbiologie alimentaire ou de remédier à l'insuffisance des capacités dans le secteur avicole.
- Le BAHA tente de déterminer comment utiliser le cadre P-IMA pour mettre en œuvre son plan stratégique et sa réforme organisationnelle. L'expérience du P-IMA a été transmise aux parties prenantes SPS de la région et au-delà, ce qui a permis de transposer cette approche à une plus grande échelle.
- D'autres institutions publiques ont appliqué avec succès l'approche P-IMA, comme le Service pour le développement du commerce et de l'investissement du Belize, qui s'est donné pour priorité le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises, et le Ministère bélizien des ressources naturelles et de l'agriculture, qui a pour priorité les programmes relatifs à la nutrition, à la sécurité alimentaire et aux recettes en devises.

«L'approche P-IMA a permis de montrer le rendement attendu de différents investissements dans le domaine SPS en apportant des éléments de preuve utiles pour convaincre les responsables politiques de la nécessité d'effectuer des investissements additionnels. Elle a par exemple permis au gouvernement de confirmer sa décision et son soutien en faveur de nouveaux investissements destinés à améliorer les contrôles zoosanitaires visant le bétail sur pied afin de faciliter les exportations vers le Mexique.»

Delilah Cabb, BAHA

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-365

Bénéficiaire(s)
Petits exploitants agricoles du Nicaragua

Organisme(s) responsable(s)
IICA, avec le Ministère de l'agriculture et des forêts, le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce et l'Université nationale agricole

Calendrier
Juin 2010 - décembre 2012

Financement du STDF
560 994 dollars EU (coût total du projet: 764 644 dollars EU)

«Grâce aux bonnes pratiques agricoles, les petits producteurs se sont positionnés sur le marché national et les marchés étrangers, ont augmenté les revenus de leurs foyers et amélioré les possibilités d'investissement dans leurs exploitations. Cela a créé un cercle vertueux de durabilité et de croissance de la production. Les producteurs investissent aujourd'hui dans d'autres cultures destinées à l'exportation.»

Mauricio Carcache, IICA Nicaragua

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-155

RESPECTER LES NORMES POUR STIMULER LES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES DU NICARAGUA

Pour un commerce plus sûr

En raison d'un manque de connaissances et de savoir-faire concernant la manière de se conformer aux mesures SPS internationales, les agriculteurs du Nicaragua risquaient de ne plus pouvoir exporter vers les marchés d'Amérique centrale, des États-Unis et de l'UE. Les petits agriculteurs et les communautés qui dépendaient avant tout de l'agriculture pour assurer leurs moyens de subsistance étaient parmi les plus vulnérables. Ils devaient se conformer aux normes et leurs exploitations devaient être certifiées afin de protéger la chaîne d'approvisionnement et de donner des garanties aux acheteurs nationaux et étrangers concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires pour le consommateur final.

Une approche partenariale

Une coopération et une coordination solides entre les secteurs public et privé ont été un élément moteur pour sensibiliser les producteurs locaux et organiser pour eux un service de formation pratique dans le domaine SPS. Grâce au soutien de l'IICA, des ministères, la Direction générale de la protection phyto et zoosanitaire et l'Office national d'agrément se sont alliés à des partenaires du secteur privé, tels que Walmart, et à des ONG. Des unités de formation dans le domaine SPS ont été établies pour offrir à des groupes d'agriculteurs une formation avec des manuels pratiques et des ressources d'utilisation facile, telles que des brochures et des vidéos. Les agriculteurs ont été amenés à participer grâce à des séances très interactives, fondées sur un apprentissage par la pratique et l'utilisation de 35 parcelles de démonstration dans tout le pays.

Résultats

Une formation améliorée sur les normes internationales a relevé le niveau de connaissances des agriculteurs, ce qui a entraîné une augmentation du nombre d'exploitations certifiées, des hausses de prix et une amélioration de l'accès aux marchés d'exportation. Par exemple:

- Une formation technique sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) et les bonnes pratiques de fabrication (BPF) a été suivie par près de 6 350 agriculteurs et producteurs (dont 30% de femmes) dans le cadre de plus de 275 activités.
- Grâce au projet, le nombre d'exploitations ayant reçu la certification BPA est passé de moins de 3 à 125; et en se conformant aux normes SPS, les petits producteurs ont vu leurs revenus augmenter, ce qui a permis de lutter contre la pauvreté dans les communautés locales.
- Le commerce des graines de sésame a connu une croissance en volume de 48,5% et une hausse des prix de 16,5% entre 2013 et 2015.
- Des manuels ont été élaborés, 35 experts nationaux dans ce domaine ont été formés en suivant un cours sur les normes, et une formation sur le système HACCP concernant la sécurité sanitaire des aliments, organisée avec 25 fonctionnaires, a été dispensée à plus de 1 000 étudiants.

Des effets durables

- Une évaluation indépendante réalisée en 2016 a indiqué que «en se conformant aux prescriptions SPS, les petits producteurs voyaient leurs revenus augmenter». Le projet a eu «des effets significatifs sur les marchés locaux et d'exportation» et «a aidé à réduire la pauvreté des agriculteurs bénéficiaires et de leurs communautés».
- Les effets positifs s'étendent à d'autres cultures, le nombre d'exploitations certifiées de pitaya étant passé de 20 à 60 en 2015 et les agriculteurs pouvant exporter vers le marché des États-Unis grâce aux connaissances acquises dans le cadre du projet.
- Étant donné que des sujets en lien avec les BPA sont régulièrement au programme de cours d'universités locales, plus de 700 étudiants ont été formés depuis lors, ce qui favorise un système de production alimentaire robuste dans tout le pays.

Bénéficiaire(s)
28 gouvernements et parties prenantes dans le domaine SPS en Amérique latine et dans les Caraïbes

Organisme(s) responsable(s)
IICA

Calendrier
Octobre 2007 - juillet 2010

Financement du STDF
575 588 dollars EU (coût total du projet: 659 588 dollars EU)

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE SPS EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Pour un commerce plus sûr

L'Accord SPS de l'OMC énonce les règles fondamentales régissant les prescriptions en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux, ainsi que le commerce de ces produits. Les mesures SPS ont un impact important sur la production et le commerce des produits agricoles et sur leur accès aux marchés. De nombreux pays en développement en Amérique latine et dans les Caraïbes avaient des capacités institutionnelles limitées et n'étaient pas suffisamment sensibilisés aux problèmes SPS clés, ce qui ne leur permettait pas de participer aux réunions des organismes internationaux de normalisation pertinents et du Comité SPS de l'OMC. Un manque de ressources financières empêchait certains pays de s'impliquer. Dans toute la région, des pays avaient des difficultés à mettre sur les marchés leurs produits agroalimentaires parce qu'ils ne pouvaient élaborer ou adopter des normes internationales, engager des discussions avec leurs homologues étrangers sur les problèmes SPS et faire entendre leurs voix au niveau mondial.

Une approche partenariale

Une étroite collaboration entre les partenaires des secteurs public et privé et les partenaires régionaux pendant toute la durée du projet dirigé par l'IICA a permis de dégager une vision commune parmi les parties prenantes dans le domaine SPS des 28 pays. Au niveau national, les acteurs des secteurs public et privé ont travaillé de concert pour recueillir des renseignements SPS par pays, qui ont été pris en compte dans l'élaboration de programmes SPS nationaux. S'appuyant sur les éléments communs identifiés dans les programmes SPS nationaux, ainsi que sur les travaux effectués par des organisations régionales, quatre programmes SPS régionaux ont également été établis. Grâce à ce projet, l'IICA a été en mesure d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités et à participer activement au Comité SPS de l'OMC.

Résultats

- Vingt-six pays ont élaboré des programmes SPS nationaux contenant des lignes directrices qui fixent des priorités institutionnelles et prévoient la coopération avec des organisations et donateurs internationaux.
- Quatre programmes SPS régionaux (Caraïbes, région centrale, pays andins et région australe) ont été élaborés sur la base des éléments communs identifiés dans les programmes SPS nationaux des différents pays.
- Vingt-quatre pays ont concrètement appliqué l'instrument de l'IICA «Performance, vision et stratégie pour les mesures SPS» afin d'évaluer l'élaboration des systèmes SPS et leurs répercussions sur les investissements.
- Des ateliers sur la sensibilisation dans le domaine SPS et les processus de normalisation, ainsi que sur l'analyse du risque, ont réuni plus de 400 participants, y compris des décideurs de haut niveau des ministères de l'agriculture et de la santé et des experts techniques.
- Des outils de formation ont été élaborés et distribués, y compris des manuels contenant des conseils sur la participation aux enceintes internationales dans le domaine SPS, la gestion des comités nationaux du Codex et la manière de présenter les notifications SPS.

Des effets durables

- Une coordination régionale plus solide: les programmes SPS régionaux ont guidé la coopération technique pendant le projet. Aujourd'hui, grâce à une meilleure coordination, les pays travaillent ensemble sur les problèmes SPS communs dans toute la région.
- Une durabilité institutionnelle: depuis le projet, les institutions nationales participent de manière effective aux réunions du Comité SPS de l'OMC, suivent ses activités et réagissent aux problèmes, requêtes et possibilités qui y sont soulevés. Des pays comme le Belize, le Costa Rica, le Honduras, le Paraguay, le Pérou et la République dominicaine continuent de participer activement au Comité grâce au soutien du projet.
- Des effets d'entraînement Sud-Sud: la participation africaine au Comité SPS a été dynamisée grâce à une mise à jour des manuels de l'IICA élaborés dans le cadre du projet. Avec l'appui du STDF, les manuels ont été adaptés au contexte africain et présentés lors d'ateliers régionaux organisés par l'Union africaine en 2014.

«Le projet a eu d'importantes répercussions. Les renseignements qu'il a dégagés continuent d'être utilisés pour avancer sur les questions SPS aux niveaux national et régional. Grâce à une meilleure sensibilisation, les pays ont reçu le soutien de leurs gouvernements pour établir des points d'information SPS et, en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago, des départements d'analyse du risque phytosanitaire.»

Carol Thomas, ancienne responsable de la phytoquarantaine, Jamaïque

Pour en savoir plus
standardsfacility.org/PG-108

UN PARTENARIAT MONDIAL POUR FACILITER UN COMMERCE SÛR

PARTENAIRES FONDATEURS

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Organisation mondiale de la Santé

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ ANIMALE
Protéger les animaux, préserver notre avenir

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Y compris: **CODEX** Secrétariat de la Commission du Codex Alimentarius

CIPV Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux

AUTRES PARTENAIRES

CABI Centre pour l'agriculture et les sciences biologiques internationales

CIR Cadre intégré renforcé

COLEACP Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique

CUA Commission de l'Union africaine

GFSI Initiative mondiale de sécurité alimentaire

IICA Institut inter-américain de coopération pour l'agriculture

ITC Centre du commerce international

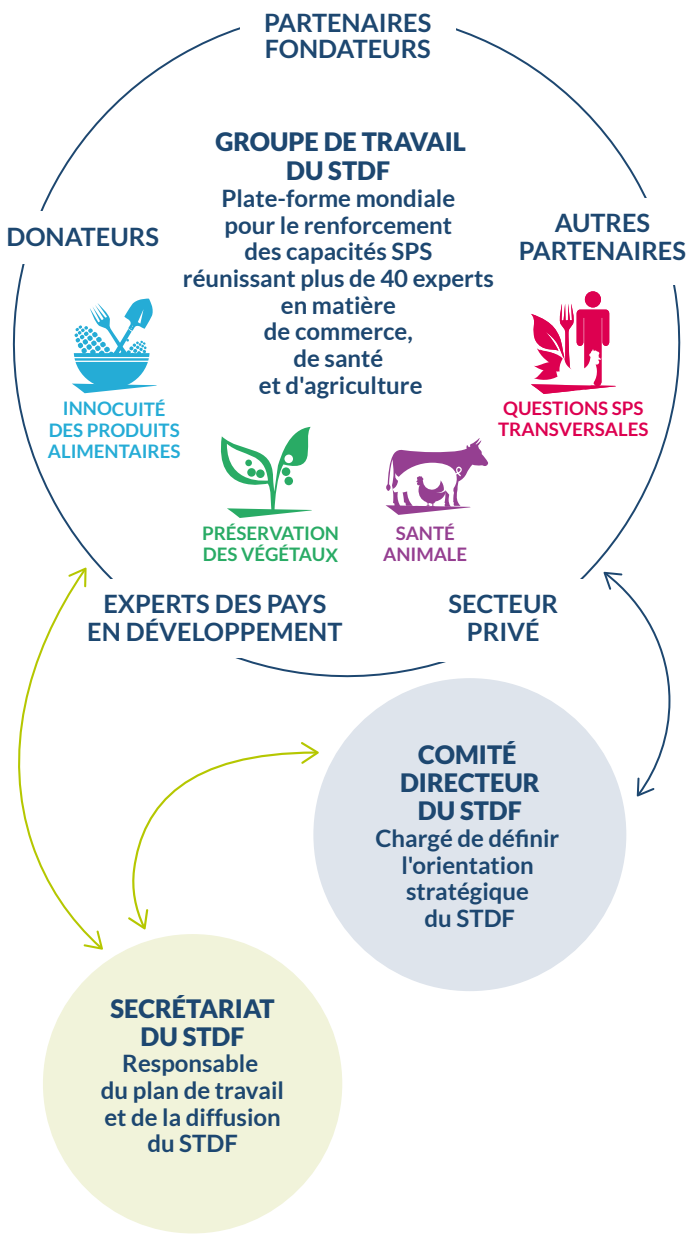
OCDE Organisation de coopération et de développement économiques

OIRSA Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria

ONUDI Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

SSAFE Safe Supply of Affordable Food Everywhere

UNCTAD Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement



STDFSecretariat@wto.org

www.standardsfacility.org

EXPERTS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Plus de 30 experts en matière d'innocuité des produits alimentaires, de santé animale et de préservation des végétaux et de commerce, originaires de plus de 28 pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes

EN SAVOIR PLUS SUR LES ACTIVITÉS DU STDF ET RESTER INFORMÉ

Accéder aux informations et aux outils SPS depuis la page **www.standardsfacility.org**

Partager expériences et enseignements au sein du **Groupe de travail du STDF**

Consulter les ressources SPS de la **Bibliothèque virtuelle**

S'inscrire au **bulletin du STDF** pour recevoir les dernières informations

YouTube

Regarder des vidéos sur les bonnes pratiques grâce à la **chaîne YouTube du STDF**

PARTENAIRES DE PROJET DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

- Agences gouvernementales des pays en développement
- Organisations régionales et internationales
- ONG
- Universités et instituts de recherche
- Associations professionnelles
- Entreprises du secteur privé

DONATEURS

Organismes gouvernementaux chargés de l'agriculture, du développement, de l'alimentation, des affaires étrangères et du commerce dans les pays suivants:

Allemagne
Australie
Canada
Commission européenne
Danemark
États-Unis
Finlande
France
Irlande
Italie
Japon
Norvège
Pays-Bas
Royaume-Uni
Suède
Suisse
Taïpei chinois*

Le Taïpei chinois est Membre de l'OMC en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech (1994). Le statut de Membre de l'OMC n'a aucune incidence sur la souveraineté du Membre au regard du droit international.

RÉSEAU ÉLARGI DU STDF

Y compris:

APEC
ASACR
ASEAN
BAfD
BAsD
BID
BTSF
CAE
CARICOM
CDB
CEDEAO
CEE-ONU
CESAP
CITES
COMESA
COSAVE
CPS
FIA
GDPRD
ICCO
ICTSD
IFPRI
IGAD
ILRI
OMD
ONU DAES
OPS
PACA
PHAMA
PNUD
PPDAA
SADC
SFIP
UA-IAPS
UA-IBAR
UEMOA

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AFD	Agence française de développement
ANSSA	Agence nationale de la sécurité sanitaire des aliments
APEC	Forum de coopération économique Asie Pacifique
APFR	Autres pays à faible revenu
ASACR	Association sud asiatique de coopération régionale
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud Est
AUMN	Association des unions maraichères des Niayes
BAfD	Banque africaine de développement
BAHA	Service bélizien de santé agricole
BAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIsD	Banque islamique de développement
BPA	Bonnes pratiques agricoles
BPF	Bonnes pratiques de fabrication
BTSF	Une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres
CABI	Centre international pour l'agriculture et les biosciences
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CDB	Convention sur la diversité biologique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CER	Communautés économiques régionales
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CIR	Cadre intégré renforcé
CIRAD	Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COLEACP	Comité de liaison Europe Afrique Caraïbes Pacifique
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COPE	Centre d'excellence phytosanitaire
CORAF	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
COSAVE	Comité phytosanitaire régional du cône Sud
CUA	Commission de l'Union africaine
DAES ONU	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DEP	Don pour l'élaboration de projets
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIA	Food Industry Asia
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GDPRD	Plate forme mondiale des donateurs pour le développement rural
GFSI	Initiative mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments
HACCP	Analyse des risques et maîtrise des points critiques
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi arides
ICTSD	Centre international pour le commerce et le développement durable
IFIF	Fédération internationale des industries de l'alimentation animale

IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
ILRI	Institut international de recherche sur l'élevage
ITC	Centre du commerce international
KEPHIS	Service d'inspection phytosanitaire du Kenya
LMR	Limites maximales de résidus
MAPAC	Programme pour le contrôle de l'aflatoxine au Malawi
MSU	Université de l'État du Michigan
NEPC	Conseil nigérian de promotion des exportations
NGPTA	Association népalaise des producteurs de gingembre et des négociants en gingembre
NIMP n° 15	Directives pour la réglementation de matériaux d'emballages à base de bois dans le commerce international
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIC	Organisation internationale du cacao
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
OIRSA	Organisation internationale régionale pour la protection des plantes et la santé animale
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
ONPV	Organisation nationale de la protection des végétaux
ONU	Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PACA	Partenariat pour lutter contre l'aflatoxine en Afrique
PAN SPSO	Participation des pays africains aux activités des organisations de normalisation sanitaire et phytosanitaire
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PHAMA	Programme d'accès aux marchés agricoles et horticoles du Pacifique
PIFS	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
P IMA	Établir des priorités parmi les investissements dans le domaine SPS pour l'accès aux marchés
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PVS	Évaluation des performances des services vétérinaires
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SPC	Secrétariat de la Communauté du Pacifique
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
SSAFE	Des aliments sains partout et pour tous
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
UA BIRA	Bureau interafricain de l'Union africaine pour les ressources animales
UA CPI	Conseil phytosanitaire interafricain de l'Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest africaine
USDA	Département de l'agriculture des États Unis

Crédits photos

p.10-11 ©FAO/Giulio Napolitano
p.12-13 ©ITC/STDF
p.14-15 ©FAO/STDF
p.16-17 ©UNIDO/STDF
p.20-21 ©CABI/STDF
p.22-23 ©IICA
p.24-25 ©FAO/Tony Karumba
p.32-33 ©EIF/STDF
p.34-35 ©CABI/STDF
p.38-39 ©FAO/Marco Longari
p.40-41 ©Erasmus University/STDF
p.44-45 ©FAO/Giuseppe Bizzari
p.46-47 ©IICA/STDF
p.50-51 ©OIE/P.Bastiaensen
p.56-57 ©EIF/STDF
p.58-59 ©ITC/STDF
p.64-65 ©WTO
Toutes les autres images ©STDF/José Carlos Alexandre

Conception: Section de la création graphique,
de l'impression et de la distribution des documents, OMC
Infographie: Peggy King Cointepas

Publié en février 2018.
Tous droits réservés. Autorisé pour un usage non commercial uniquement.
Toute autre utilisation est interdite.

Pour plus de renseignements:
www.standardsfacility.org / STDFSecretariat@wto.org

STDF

Fonds pour l'application des normes
et le développement du commerce